

CONSEIL MUNICIPAL

Mes Chers Collègues,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le Procès-Verbal de la séance du **Conseil Municipal du Jeudi 11 Avril** qui sera soumis à votre approbation lors de notre prochaine réunion.

Il me serait agréable que vous fassiez connaître vos éventuelles remarques sur ce document auprès de Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services, avant la prochaine réunion, afin de me permettre de les étudier et d'y répondre.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Chers Collègues, à l'assurance de ma considération distinguée.



Le Maire,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Bricout".

Frédéric BRICOUT

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU JEUDI 11 AVRIL 2024 - 18 H 30 -

PROCÈS-VERBAL

Le Jeudi 11 Avril 2024, le Conseil Municipal de CAUDRY, régulièrement convoqué par courrier du 29 Mars 2024, s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, Mme TRIoux-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. BALEMENT Matthieu, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien (à partir de la question 15), Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie (à partir de la question 5), Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration :

M. BONIFACE Didier : procuration à M. POULAIN Bernard
Mme DAUCHET Martine : procuration à M. CHMIELEWSKI Dominique
Mme PRUVOT Brigitte : procuration à Mme PLUCHART Claudine
M. DEUDON José : procuration à Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie
Mme NAVEZ patricia : procuration à Mme BERANGER Agnès
M. DECALION Ismaël : procuration à M. BRICOUT Frédéric
Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à Mme RICHOMME Liliane
M. ROUSSEAU Jérémie : procuration à M. BRULANT Damien
M. BAUDOUX Aurélien : procuration à Mme TRIoux Sandrine (jusqu'à la question 14)

Membres absents excusés :

Mme DISDIER Mélanie (jusqu'à la question 4)
M. BAJODEK Alban

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

Monsieur le Maire : Messieurs, Dames, s'il vous plaît, nous allons commencer. Bonsoir à toutes et tous. Avant de débiter, je me permets, au nom de l'assemblée de souhaiter un joyeux anniversaire à Marc DEVIENNE et à Alain RIQUET, joyeux anniversaire.

Monsieur le Maire procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Messieurs, Dames, donc, je vous fais passer le PV à signer. Bel ordre du jour aujourd'hui avec 32 questions.

1. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 MARS 2024

Procès verbal distribué le 29/03/2024

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ 1 CONTRE : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services

2. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ ÉLECTION D'UN PRÉSIDENT POUR PROCÉDER AU DÉBAT ET AU VOTE SUR LES COMPTES ADMINISTRATIFS DE LA VILLE ET DES BUDGETS ANNEXES POMPES FUNÈBRES ET LE MILLÉNIUM

Madame Céline CAILLAUX, Conseillère Municipale, rappelle que conformément à l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal doit élire son président. Le Maire peut assister au débat mais doit se retirer au moment du vote.

Madame CAILLAUX propose de désigner Madame Agnès BÉRANGER en qualité de Présidente et de procéder au vote à main levée pour procéder à cette désignation.

Monsieur le Maire : Nous allons commencer par l'approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 20 mars 2024. Moi, je vais m'abstenir, ne pas prendre part au vote puisque je n'étais pas présent donc je ne vais pas voter un procès-verbal pour lequel je n'étais pas présent. Par rapport à ce procès-verbal du conseil municipal du 20 mars 2024, il y a des questions, des remarques, Messieurs, dames ?

Madame DESREUMAUX : Bonsoir à toutes et à tous. Je voudrais qu'on revienne sur la page 15 du procès-verbal, au moment où Monsieur HISBERGUE explique que je mens, ma réponse est : "en quoi je mens ?" et je le répète deux fois, et ça n'apparaît pas au PV. J'ai la vidéo, s'il faut la donner pour prendre acte de mes paroles...

Propos inaudibles dans la salle

Madame DESREUMAUX : Ma réponse ? Non, non, ma réponse.

Monsieur le Maire : C'est surprenant puisque, comme vous le savez, Bélanda passe des jours et des jours à écouter avec un micro les enregistrements et je pense que la retranscription a toujours été parfaite.

Madame DESREUMAUX : Je ne remets absolument pas en cause le travail de...

Monsieur le Maire : Bah si.

Madame DESREUMAUX : Bah non... Il peut, il peut y avoir des erreurs, l'erreur est humaine, j'ai dit ça, je peux, je peux fournir la vidéo, il n'y a aucun souci là-dessus. Par contre, je souhaiterais que ma réponse puisse être écrite et pour éviter qu'on ne se permette plus de clamer haut et fort de telles choses. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Écoutez, vous fournirez votre vidéo à Bélanda et si c'est le cas, il n'y a pas de problème, on le mettra, aucun problème Madame. J'en profite pour vous dire qu'on a écouté plusieurs fois la délibération qui avait, sur laquelle vous contestiez le fait d'avoir voté contre. On a écouté, jamais on vous entend dire votre contre donc bon je suis désolé.

Madame DESREUMAUX : Alors, ce que... pour les personnes autour de cette table...

Monsieur le Maire : ... *je peux vous faire écouter j'ai l'enregistrement aussi.*

Madame DESREUMAUX : *Est-ce que je peux m'exprimer ?*

Monsieur le Maire : *Oui, Madame, vous pouvez, oui.*

Madame DESREUMAUX : *D'accord. Pour les personnes qui sont autour de cette table, effectivement, j'ai eu une réponse de Monsieur le Sous-Préfet, me disant qu'il allait vous interroger et qu'il me ferait part de votre réponse. Alors, il y a plusieurs choses que je lui explique dans mon courrier, notamment, je ne dis pas que j'ai voté contre, j'ai dit que je n'ai pas pu voter, ce qui est totalement différent, et je dis que vous ne m'avez pas laissé voter, d'une part. D'autre part, je soulève aussi, je vais le refaire encore une fois, qu'il y a quand même eu des propos très déplacés de votre part et que vous vous êtes permis de me dire que je relevais de la psychiatrie.*

Monsieur le Maire : *On a ici votre laïus au Sous-Préfet, alors vous y marquez : "or je n'ai pas pu m'exprimer concernant ce vote", ce n'est pas que vous n'avez pas pu vous exprimer, c'est que vous n'êtes pas, vous ne vous êtes pas exprimé. J'ai mis au vote, j'ai dit qui est contre, qui s'abstient et on ne vous a jamais entendu dire contre.*

Madame DESREUMAUX : *Forcément, j'étais en train de m'exprimer je ne pouvais pas parler, je ne pouvais pas voter...*

Monsieur le Maire : *Non, non, Madame.*

Madame DESREUMAUX : *Je ne pouvais pas voter Monsieur donc je suis désolée...*

Monsieur le Maire : *Oui mais il y a un moment ce n'est pas vous qui faites les règles, Madame, moi quand on met, on délibère, quand le Maire propose de mettre au vote, il faut pas, il n'y a pas, il faut que vous répondiez, puisque les autres fois, vous le faites donc là je vous confirme et tout le monde pourra vous confirmer, ici derrière moi, qu'on a écouté l'enregistrement donc je dis: qui est contre, qui s'abstient et jamais vous dites : moi, je suis contre et même après, vous ne revenez pas...*

Madame DESREUMAUX : *Je ne peux pas dire que je suis contre, puisque je suis en train d'exprimer mon avis sur cette question et que vous passez au vote sans même écouter et sans même y répondre. Je conçois que ce soit pas, je conçois que ce soit pas agréable pour vous...*

Monsieur BRULANT : *... S'il vous plaît, pour éviter de perdre du temps, peut être que Madame DESREUMAUX pourrait faire une vidéo sur la question, puisque les conseils municipaux sont filmés, au moins, il n'y aura plus place au débat.*

Madame DESREUMAUX : *Je ne comprends pas Monsieur BRULANT.*

Monsieur BRULANT : *Vous nous dites que vous n'avez pas pu prendre la parole pour voter parce que vous parliez donc vous n'avez pas pu voter, vous avez des enregistrements vidéo ?*

Madame DESREUMAUX : *Et donc ?*

Monsieur BRULANT : *Faites donc une vidéo, comme ça, au moins, tout le monde sera informé, il n'y aura plus de débat...*

Madame DESREUMAUX : *Si si, il y a débat, parce que mon vote a été volé. Vous comprenez ça ou pas, Monsieur BRULANT ?*

Monsieur BRULANT : *Je comprends juste que j'étais présent à ce moment là et que je vous ai vu effectivement, que la question était claire, limpide et précise et que vous n'avez pas pris la parole dans le sens de la question.*

Madame DESREUMAUX : *Non, non, j'ai pris...*

Monsieur BRULANT : *... Maintenant, faites une vidéo, coupez, comme vous faites d'habitude et ça sera terminé.*

Madame DESREUMAUX : *Je sais que nombre d'entre vous sont très heureux de voir mes vidéos et les apprécient, il n'y a aucun souci, par contre, ...*

Monsieur le Maire : *... On a été blacklisté, c'est dommage.*

Madame DESREUMAUX : *Oui, parce que, au bout de trois ou dix cœurs que vous me mettiez à la fin des conseils municipaux, j'ai trouvé ça très déplacé donc oui Monsieur BRICOUT, je vous...*

Monsieur le Maire : *... Monsieur le Maire, s'il vous plaît.*

Madame DESREUMAUX : *Oui, oui, Monsieur BRICOUT, j'ai aussi les preuves de ça.*

Monsieur le Maire : *Allez Messieurs Dames, on va ...*

Madame DESREUMAUX : *... Dans tous les cas, dans tous les cas Monsieur BRICOUT, excusez-moi, ...*

Monsieur le Maire : *Oui Madame, Monsieur le Maire, Monsieur le Maire, vous dit que maintenant c'est fini, on arrête la discussion. Merci, Madame.*

Madame DESREUMAUX : *Non, dans tous les cas...*

Monsieur le Maire : *... allez Messieurs, dames, on...*

Madame DESREUMAUX : *... Je veux votre réponse écrite, Monsieur, j'attends votre réponse écrite et officielle.*

Monsieur le Maire : *On va passer à l'approbation, enfin 32 questions Messieurs, Dames, bon courage à vous, à nous tous donc on va passer à l'approbation du PV du conseil municipal. Y a t il des contres? Madame DESREUMAUX qui n'a fait aucune remarque et qui n'a posé aucune question, qui est contre comme d'habitude. Des abstentions ?*

Madame DESREUMAUX : *Pardon ? Si j'ai fait une remarque, j'ai posé pour la page 15.*

Monsieur le Maire : *Les autres fois vous ne faites jamais de remarque et puis, vous êtes toujours contre. Je veux dire quand il y a un procès verbal...*

Madame DESREUMAUX : *... Mais regardez-moi.*

Monsieur le Maire : *... c'est la transcription exacte de ce qui a été dit qui est écrit, que quand vous n'êtes pas d'accord, vous le dites, vous dites je ne suis pas d'accord avec ça, mais là vous ne dites rien, les autres fois vous ne dites rien et vous votez contre. C'est complètement incohérent, mais bon c'est pas grave. C'est votre style Madame.*

Madame DESREUMAUX : *Qu'est-ce qui est incohérent ? En fait, je mets le doigt là où il ne faut pas, du coup vous ne savez plus là, vous ne savez plus du tout.*

Monsieur le Maire : *Ah oui, je ne vais pas dormir, Madame, franchement...*

Madame DESREUMAUX : *En tout cas, vous n'osez pas me regarder.*

Monsieur le Maire : *Non c'est que je n'ai pas envie de vous regarder Madame, ce n'est pas que je n'ose pas, je n'ai pas peur de vous.*

Madame DESREUMAUX : *Ah oui on sent la témérité en vous.*

Monsieur le Maire : *Je n'ai pas peur de vous Madame, en aucun cas mais je n'ai pas envie de vous regarder, vous ne le méritez pas.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

3. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 PRÉSENTÉ PAR MADAME SANDRINE BASQUIN, COMPTABLE DU TRÉSOR PUBLIC

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission Finances du 28 Mars 2024,

Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures.

- Déclare que le Compte de Gestion pour l'exercice 2023, dressé par le Comptable du Trésor du budget annexe «RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES», dont tous les comptes budgétaires et non budgétaires sont définitivement soldés, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

- Approuve le Compte de Gestion de l'exercice 2023, dressé par le Comptable du Trésor pour le budget annexe «RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES».

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

4. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES

COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Vu l'avis favorable de la commission des Finances du 28 Mars 2024,

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal l'examen du compte administratif 2023.

a) Chiffres globalisés :

Libellés	Section d'investissement		Section de fonctionnement		Totaux cumulés	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Opérations de l'exercice						
- Titres émis	13 590,09 €		813 051,25 €		826 641,34 €	
- Mandats émis		48 112,00 €		822 087,85 €		870 199,85 €
Résultats de l'exercice	-34 521,91 €		-9 036,60 €		-43 558,51 €	
Résultats reportés	37 769,56 €		338 523,67 €		376 293,23 €	
Résultats de clôture	3 247,65 €		329 487,07 €		332 734,72 €	
Restes à réaliser	0,00 €	0,00 €			0,00 €	0,00 €
Résultats définitifs	3 247,65 €		329 487,07 €		332 734,72 €	

b) Chiffres détaillés par chapitre (joint en annexe).

Le compte administratif 2023 est soumis au vote du Conseil Municipal.

Madame BERANGER : Est-ce que vous avez des questions, est-ce que vous voulez que je vous en parle ou est-ce qu'on passe au vote?

Monsieur le Maire : Je voulais faire un petit commentaire avant d'être exilé dans le couloir. C'est une très bonne gestion de la régie des Pompes funèbres puisqu'on termine avec un excédent de 332 734,72 € donc c'est quelque chose de très bon, ce sont des pompes funèbres et une régie qui est très bien gérée, puis qui rend un service important à la population, puisqu'elle propose un service de qualité et à des prix qui sont des prix souvent bien placés.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS 1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

M. le Maire a quitté la salle et n'a pas participé au vote

M. DECALION ne participant pas au vote ayant donné procuration à M. BRICOUT

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

5. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2023

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,
réuni sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire,
Vu l'instruction M57
Vu l'avis de la commission des finances du 28/03/2024,
Vu les budgets de l'exercice 2023 approuvés,
Après avoir entendu le compte administratif 2023,
Statue sur l'affectation des résultats de fonctionnement 2023 comme suit :

Il est constaté que le Compte Administratif de l'exercice 2023 fait apparaître un déficit d'investissement de 34.521,91 €, et un déficit de fonctionnement de 9.036,60 €, dont détail ci-dessous :

En section d'investissement

Total des recettes	13 590,09 €
Total des dépenses	48 112,00 €
Résultat de l'année 2023 (déficit)	-34 521,91 €
Résultat antérieur (excédent)	37 769,56 €
Résultat à la clôture de l'exercice 2023 (excédent)	3 247,65 €
Restes à réaliser en dépenses (0,00 €)	0,00 €
Restes à réaliser en recettes (0,00 €)	
Résultat cumulé à fin 2023 (excédent)	3 247,65 €

En section de fonctionnement

Total des recettes	813 051,25 €
Total des dépenses	822 087,85 €
Résultat de l'année 2023 (déficit)	-9 036,60 €
Résultat antérieur (excédent)	348 971,11 €
Part affectée à l'investissement en 2023	10 447,44 €
Résultat à la clôture de l'exercice 2023 (excédent)	329 487,07 €

Résultat global à la clôture de l'exercice 2023 (Excédent)	332 734,72 €
Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2023 (Excédent) (Restes à réaliser inclus)	332 734,72 €

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'affecter le résultat de fonctionnement au débit du compte "110 report à nouveau" (solde créditeur) pour 332.734,72 €, montant qui sera repris en recettes de fonctionnement au Budget Primitif 2024, ligne budgétaire "002-résultat d'exploitation reporté (excédent)".

Le résultat de clôture de l'exercice 2023 de la section d'investissement d'un montant de 3.247,65 € sera quant à lui repris au Budget Primitif 2024, en recettes, ligne budgétaire "001-Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (excédent)".

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX**

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

6. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ **RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES**

BUDGET PRIMITIF 2024

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, soumet à l'approbation du Conseil Municipal, le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2024 examiné par la commission des Finances au cours de sa séance du 28/03/2024.

Madame BERANGER : *Maintenant, nous passons au budget primitif 2024 des Pompes Funèbres. Dans les annexes, vous avez le budget détaillé. On vous propose un budget en fonctionnement à 1 274 324,52 €, avec un chapitre 011 pour les charges à caractère général de 607 100 € donc là, on retrouve tout ce qui est nécessaire au fonctionnement du service, dont les principaux postes: les achats de marchandises pour 100 000 €, les divers, où on retrouve les crémations, les messes, inhumations, les transports de corps, les vacations pour 270 000 €. Ce sont les 2 principaux postes. Et ensuite, on a tout le reste pour le service. Le 012 : les charges de personnel, nous vous proposons donc 280 000 €, 80 000 € de dépenses imprévues. Ensuite, on retrouve le virement à la section d'investissement de 278 873 € et diverses petites dépenses. En ce qui concerne les recettes, on table sur un chiffre d'affaires similaire à 2023, de 800 000 € en tout. On retrouve en recette donc le résultat de fonctionnement reporté et voilà.*

Monsieur le Maire : *Très bien, Agnès, merci beaucoup.*

Madame BERANGER : *En ce qui concerne la section d'investissement donc alors la nouveauté c'est qu'on doit avoir une comptabilité de stocks depuis cette année. On l'avait aussi en fonctionnement, en recettes de fonctionnement, on a la comptabilisation du stock au 31/12/2023 et donc là on le retrouve au 313 : matière première fourniture, le stock des matières qui restaient, du matériel qui restait, des fournitures qui restaient au 31/12, d'où la nécessité d'acheter sur l'exercice un logiciel pour la gestion de stocks donc c'est pour ça qu'on a la ligne concession et droit similaire pour 2 500 € et le reste, c'est pour équilibrer. En ce qui concerne les recettes, on a le virement de la section de fonctionnement 278 000 € et donc on a un budget en investissement qui s'établit à 295 272 €. Y a t'il des questions ?*

Monsieur le Maire : *Non, on va procéder au vote.*

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX
1 ABSTENTION : MME DISDIER

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

7. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

CINÉMA LE MILLÉNIUM

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 PRÉSENTÉ PAR MADAME SANDRINE BASQUIN, COMPTABLE DU TRÉSOR PUBLIC

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission Finances du 28 Mars 2024,

Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures.

- Déclare que le Compte de Gestion pour l'exercice 2023, dressé par le Comptable du Trésor du budget annexe « CINÉMA LE MILLÉNIUM », dont tous les comptes budgétaires et non budgétaires sont définitivement soldés, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

- Approuve le Compte de Gestion de l'exercice 2023, dressé par le Comptable du Trésor pour le budget annexe « CINÉMA LE MILLÉNIUM ».

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

8. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ CINÉMA LE MILLÉNIUM

COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Vu l'avis favorable de la commission des Finances du 28 Mars 2024,

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, présente ci-dessous le détail des sections d'investissement et de fonctionnement de l'exercice 2023.

a) Chiffres globalisés :

Libellés	Section d'investissement		Section de fonctionnement		Totaux cumulés	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Opérations de l'exercice						
- Titres émis	0,00 €		225 957,08 €		225 957,08 €	
- Mandats émis		0,00 €		218 183,78 €		218 183,78 €
Résultats de l'exercice	0,00 €		7 773,30 €		7 773,30 €	
Résultats reportés	0,00 €		2 461,18 €		2 461,18 €	
Résultats définitifs	0,00 €		10 234,48 €		10 234,48 €	

b) Chiffres détaillés par chapitre (joint en annexe)

Le compte administratif 2023 est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Madame BERANGER : Je tiens à souligner que, pour la troisième année consécutive, il n'y a pas eu de subvention d'équilibre au Millénium.

Monsieur le Maire : Oui, c'est important de le souligner, effectivement, donc un très bon résultat et chaque année, on versait à hauteur de, je crois que c'était 45 000 €, 30 000 €, ça dépendait les années, mais on versait une subvention d'équilibre. Pour le public, parce que le Millenium n'était pas à l'équilibre et un budget doit être équilibré donc on faisait un versement du compte principal vers le compte annexe du Millenium donc la ville abondait pour le compte du Millenium et donc ça fait trois ans qu'on ne le fait pas et pour autant, on réussit quand même à sortir des résultats très positifs. Merci.

Madame DISDIER: Oui, Monsieur le Maire, écoutez, je me réjouis qu'effectivement depuis trois ans notre cinéma municipal ai des budgets positifs, je m'en réjouis. J'y étais d'ailleurs hier soir, pour tout dire. Malheureusement, on n'était pas très nombreux dans la salle. Mais justement, c'est quand même un peu dommage qu'au moment où, justement, ce cinéma, commence à fonctionner et non pas rapporter des bénéfices, parce que c'est pas le but, mais en tout cas ne plus coûter d'argent à la municipalité, c'est à ce moment là qu'on décide de lui mettre une

concurrence en installant un nouveau cinéma. Je trouve ça quand même dommage. Qu'avez-vous à nous dire là-dessus?

Madame DESREUMAUX : Vous savez, Madame ETHUIN, ce n'est pas encore joué. La CDACi ne c'est pas encore réuni donc pour l'instant on n'y est pas encore.

Monsieur le Maire : Le Minimum contre attaque, effectivement. Alors, bon déjà je voudrais vous rappeler que quand même, Madame ETHUIN, que c'est une entreprise privée, c'est pas la ville de Caudry qui crée un multiplexe. Je pense que vous l'avez en mémoire, non ?

Propos inaudibles Madame DISDIER.

Monsieur le Maire : Ah voilà, oui, on aura vote, après, ce qui est bien, c'est que les chiffres le prouvent, le cinéma en général, fonctionne bien, puisque depuis des années, on ressort donc il y a certainement la place pour autre chose. Puis, vous savez, les gens qui ont pas envie d'aller au Millenium, vous savez ce qu'ils font, et vous, en tant que commerçant, vous devriez y être sensible, ils vont passer leur samedi à Valenciennes.

Propos inaudibles Madame DISDIER.

Monsieur le Maire : Oui, oui, mais laissez-moi parler, si vous plaît, Madame ETHUIN. Ils vont passer leur samedi après-midi, ils font les boutiques de Valenciennes et puis après, ils vont au cinéma, puis après, un petit resto sur Valenciennes, et puis tout ça, on l'a perdu. Moi, je pense que c'est une opportunité. Et alors ce qui est important, très, très important, parce qu'on parle de CDACi Madame DESREUMAUX, c'est très bien, il faut savoir que la Direction Régionale des Affaires Culturelles, la DRAC, l'État, a dit, écrit clairement, noir sur blanc, que le multiplex avait toute sa place à Caudry, puisque nous étions en déficit, le Cambrésis est en déficit de ce type d'équipement. Voilà, il a toute sa place et ça va être 50 emplois. Moi, je vois de l'emploi, c'est ce que je vois.

Madame DISDIER : Et vous pensez que notre cinéma municipal va survivre ?

Monsieur le Maire : Bien sûr, après vous savez, il y en a pour tous les goûts, il y a des, il y a des, ... C'est ce que je disais à Monsieur le Maire de Cambrai, qui, ... Monsieur le Maire de Cambrai qui n'est pas trop pour les multiplexes, je lui ai expliqué, j'ai dit : Monsieur le Maire, vous avez des restaurants de centre-ville, vous avez des restaurants de zone commerciale. Vos restaurants de centre-ville fonctionnent bien, très bien, parce que c'est un type de clientèle et vos restaurants de zone commerciale fonctionnent très bien parce que c'est une autre clientèle. Le cinéma de centre-ville, c'est pour une clientèle qui va être plutôt trentenaire, quarantenaire, et un multiplex, c'est plutôt pour les familles, des grandes familles, et puis plutôt des jeunes, des ados, etc donc ça a toute sa place. Mais vous savez, aujourd'hui, les gens ont les perd quand même parce qu'ils n'ont pas forcément envie d'aller au multiplexe, parce qu'il n'y a pas le film, tout simplement, et donc ils s'en vont à valenciennes et puis là, on perd tout un tas de clients, effectivement.

Madame DISDIER : Je peux vous poser une question Monsieur le Maire ?

Monsieur le Maire : Oui.

Madame DISDIER : Je vous trouve obsédé par Valenciennes, pourquoi Valenciennes ? Parce qu'il y a des multiplexes un peu partout et vous n'avez que Valenciennes...

Monsieur le Maire : ... Je sais pas, je pense que les gens vont facilement à Valenciennes.

Madame DISDIER : Parce qu'il y a Saint Quentin, il y a ...

Monsieur le Maire : Oui, mais moi, après, je ne sais pas, on est quand même plus tourné vers Valenciennes. La Picardie on n'y va pas souvent, je pense, pas souvent à Saint Quentin.

Monsieur COLLIN : *S'il vous plaît Monsieur le Maire.*

Madame DESREUMAUX : *Excusez-moi.*

Monsieur COLLIN : *Pardon, je partage une partie du point de vue de Madame ETHUIN. Oui, moi, ce qui m'inquiète dans le multiplexe, c'est le coût. Vous dites des familles vont y aller, mais si ça a un coût entre 12, 15,17 €, comme je vois dans les environs, les multiplexes, parce que j'en connais certains, ça va pas être abordable. Par contre, Caudry a quand même des tarifs intéressants et les personnes y vont facilement. Ici, après-midi, j'y étais, puisqu'il y avait un film qui m'intéressait c'était "les vieux", c'est documentaire, très intéressant. J'ai compté le nombre de personnes qu'il y avait, une trentaine de personnes et le réalisateur, il est venu, c'est pour ça que je n'étais pas l'inauguration aux dentellières parce que le film m'intéressait et le soir, 20h30, pareil, je pense qu'ils vont voir du monde. C'est un très beau documentaire, qui a été d'ailleurs dit hier sur Fr3. Mais ces films là sont abordables. Moi, ce qui est me craint dans le multiplexe, c'est que ça va mettre en déficit, sûrement, le cinéma le Millenium, la ville pourra pas abonder, un jour ou l'autre on sera obligé de fermer, parce que la ville ne pourra pas faire que des documentaires et il faut aussi des sorties, des premières sorties, des choses comme ça. Moi, c'est ça qui m'inquiète...*

Monsieur le Maire : *... Aujourd'hui Monsieur COLLIN, il y a plein de films qu'on n'a pas et les gens vont à Valenciennes pour les voir, on ne les a pas, on a que deux salles, même on va dire une salle et demie.*

Monsieur COLLIN : *Oui mais on les a quand même après, et puis après, problème de valenciennes, problème de mobilité...*

Monsieur le Maire : *... Pas tous...*

Monsieur COLLIN : *..., ça n'empêchera pas les gens d'aller à Valenciennes s'ils veulent se faire une sortie à Valenciennes...*

Monsieur le Maire : *Après ce qu'il faudra, c'est être intelligent et on le sera...*

Monsieur COLLIN : *Moi, j'ai mes enfants de temps en temps ils vont à Saint Quentin et de temps en temps, ils vont à Valenciennes, de temps en temps à Gayant, mais après, c'est une sortie pour eux, parce que c'est une sortie autre, ils voient autre chose.*

Monsieur le Maire : *Oui et c'est parce qu'ils veulent du DX3 et le 4DX, qu'on n'a pas chez nous.*

Monsieur COLLIN : *Je m'inquiète quand même.*

Madame DESREUMAUX : *Excusez-moi*

Monsieur le Maire : *Mais, après Monsieur COLLIN, demain ça se fait à Cambrai, les gens iront à Cambrai et puis ils consommeront à Cambrai. On a la chance d'avoir cette entreprise privée qui veut investir à Caudry et la logique des choses, elle est plus à le faire Cambrai, parce qu'il y a un plus gros bassin de vie donc c'est une opportunité pour nous.*

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : *On fera tout pour.*

Madame DESREUMAUX : *Très bien, excusez-moi, j'aimerais que, enfin, vous vous puissiez prendre votre responsabilité dans cette histoire, dans cette affaire en tout cas, parce que, arrêter de dire que ce n'est pas votre faute, que la libre concurrence, etc, qu'on a déjà entendu plein de fois autour de cette table. La ville a aidé à l'installation, que ce soit par l'agrandissement d'un rond-point, que ce soit par le fait de changer, de modifier, pardon, le PLU, il y a quand même des choses qui l'ont aidé à se faire.*

Monsieur le Maire : *Bien sûr.*

Madame DESREUMAUX : *Ensuite, ...*

Monsieur le Maire : *... Je ne dis pas le contraire, Madame. Je vous dis...*

Madame DESREUMAUX : *... Non, vous avez dit, écoutez Monsieur, vous avez dit : ce n'est pas de ma faute, ce n'est pas moi qui le fait installer...*

Monsieur le Maire : *Non, non, "pas de ma faute", j'ai pas dit ça, Madame.*

Madame DESREUMAUX : *Ah bon ?*

Monsieur le Maire : *Non, non, j'ai pas dit ça, Madame, j'ai dit que c'était une entreprise privée, mais j'ai pas dit : c'est pas de ma faute. Ne détournez pas, s'il vous plaît, mes propos, merci.*

Madame DESREUMAUX : *Donc, c'est une entreprise, vous dites que c'est une entreprise privée et que vous ne pouvez pas agir sur son installation, or...*

Monsieur le Maire : *... J'ai jamais dit ça...*

Madame DESREUMAUX : *... sous-entendu, c'est une entreprise privée, sous entendu, je ne peux pas, donc dans ces cas là,... bon très bien, alors dans tous les cas, vous avez modifié le PLU...*

Monsieur le Maire : *... oui, mais, Madame, la responsabilité je la prends.*

Madame DESREUMAUX : *... mais Monsieur...*

Monsieur le Maire : *... Non mais arrêtez de faire l'histoire, la responsabilité, on la prend avec mes collègues, on est effectivement content que le multiplex se fasse à Caudry et qu'il ne se fasse pas ailleurs, on est content, ça va créer de l'emploi et ça va ramener du monde, voilà, donc ...*

Madame DESREUMAUX : *Est-ce que vous pouvez me laisser parler ? Ah j'ai vu...*

Monsieur le Maire : *... mais allez droit au but s'il vous plaît parce que bon...*

Madame DESREUMAUX : *... j'ai vu votre regard, ah je vous remercie.*

Monsieur le Maire : *Allez droit au but, s'il vous plaît.*

Madame DESREUMAUX : *Alors...avez-vous, vous dites que la DRAC a écrit et a fait un document disant qu'il fallait que ce multiplexe se fasse à Caudry. Est-ce que vous pouvez nous le transmettre ?*

Monsieur le Maire : *Déjà, j'ai pas dit qu'elle avait dit qu'il fallait qu'il se fasse. La DRAC a fait un rapport donc ne détournez pas encore mes propos, la DRAC a fait un rapport, disant qu'il y avait un déficit de ce type d'équipement dans le cambrésis, dans l'arrondissement de Cambrai. On peut vous le confirmer, après, on peut vous le donner, il n'y a pas de problème.*

Madame DESREUMAUX : *Ce n'est pas trop ce que j'ai entendu, vous avez dit que la DRAC soutenait le projet quand même.*

Monsieur le Maire : *Non, j'ai dit que la DRAC avait dit que, il y avait un déficit... C'est un problème, Madame... que la DRAC a dit qu'il y avait un déficit d'équipement dans l'arrondissement et que donc le multiplex avait toute sa place dans l'arrondissement de Cambrai, voilà, c'est tout ce que j'ai dit.*

Madame DESREUMAUX : *Et que donc le multiplexe avait toute sa place dans l'arrondissement de Cambrai ?*

Monsieur le Maire : *Tout à fait.*

Madame DESREUMAUX : *A Caudry même, ça, on ne sait pas.*

Monsieur le Maire : *Jusqu'à nouvel ordre, Caudry, c'est dans l'arrondissement de Cambrai.*

Madame DESREUMAUX : *Ok, très bien. Moi, je souhaiterais avoir communication de ce rapport. Je souhaiterais avoir communication de ce rapport.*

Monsieur le Maire : *Écoutez, on va faire pour vous le communiquer, pas de souci. Autrement appeler la DRAC ou faites un courrier au sous-préfet et puis dites-lui, ou peut être au tribunal administratif, comme vous le faites d'habitude...*

Madame DESREUMAUX : *... ensuite...*

Monsieur le Maire : *...voyez avec l'association Le Millenium contre-attaque.*

Madame DESREUMAUX : *Ensuite... mais je ne sais pas, il y avait matière à rire sur Le Minimum contre-attaque ?*

Monsieur le Maire : *Non, déjà on ne rit pas Madame. Quelqu'un a ri ?*

Madame DESREUMAUX : *Je crois qu si, je crois que j'ai entendu.*

Monsieur le Maire : *On n'a plus le droit de rire ici.*

Madame DESREUMAUX : *Ah je vois le rire de Madame DUEZ.*

Madame MERY-DUEZ : *Oui.*

Madame DESREUMAUX : *Oui, alors dites-moi pourquoi...*

Monsieur le Maire : *... non le sourire.*

Madame DESREUMAUX : *Pourquoi ça vous fait rire ?*

Monsieur le Maire : *Ce n'est pas le sujet Madame, s'il vous plaît, on n'est pas à l'école maternelle, on n'est pas à Dolto Madame, allez.*

Madame DESREUMAUX : *Bon... pour finir, ...*

Monsieur le Maire : *... Messieurs, Dames, allez...*

Madame DESREUMAUX : *... pour finir, pour finir, pour finir, pour finir...*

Monsieur le Maire : *... vous avez....*

Madame DESREUMAUX : *...est-ce que c'est le modèle de société que vous proposez au caudrésien ? C'est à dire du Burger King, du fast-food, etc... bah si vous comme si on va avoir un super multiplexe et on va pouvoir consommer sur place. Sur place, le projet, c'est du Burger King. Actuellement, il y a déjà un Mc Donald et ce type de nourriture.*

Monsieur le Maire : *D'accord, très bien.*

Madame DESREUMAUX : *Si c'est ça votre modèle de société pour la ville de Caudry, très bien, mais au moins les caudrésien en sont....*

Monsieur le Maire : *Madame, notre modèle, Madame, parce que c'est pas Mon, je ne suis pas tout seul, notre modèle, madame, c'est d'offrir un maximum de services aux caudrésiens et vous, en tant que femme de gauche, vous devriez être heureuse que des gens qui ont pas le moyen d'aller à Valenciennes, au multiplexe, puissent y aller demain, grâce à nous, voilà, c'est tout.*

Madame DESREUMAUX : *Faites attention, vous allez vous faire mal au poignet.*

Propos inaudibles dans la salle

Madame BERANGER : *Je vous propose de passer au vote.*

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX
1 ABSTENTION : MME DISDIER

M. le Maire a quitté la salle et n'a pas participé au vote

M. DECALION ne participant pas au vote ayant donné procuration à M. BRICOUT

Madame DEMARQUE : *Après, si je peux me permettre ce type de nourriture, il est aussi disponible en centre-ville, parce qu'on a quand même pas mal, beaucoup de friterie, kebab...*

Monsieur le Maire : *Pardon, excuse-moi, j'ai appuyé sur le mauvais bouton.*

Madame DEMARQUE : *Donc, on n'est pas forcément obligé d'aller dans la zone commerciale pour avoir kebab, frite et malbouffe, il y en a en centre-ville aussi.*

Madame DESREUMAUX : *Peut-être, mais à partir du moment où on dit, on fait un multiplexe et on va permettre à la, à l'économie de se porter mieux, etc, et en faisant en plus un burger king à-côté, on encourage tout de même ce type de nourriture.*

Madame DEMARQUE : *Ne vous en déplaît, s'ils ne viennent pas chez nous, ils iront ailleurs. Il y en a partout ailleurs.*

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

9. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ CINÉMA LE MILLÉNIUM

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2023

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,
réuni sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire,
Vu l'instruction M57
Vu l'avis de la commission des finances du 28/03/2024,
Vu les budgets de l'exercice 2023 approuvés,
Après avoir entendu le compte administratif 2023,
Statue sur l'affectation des résultats de fonctionnement 2023 comme suit :

Il est constaté que le Compte Administratif de l'exercice 2023 fait apparaître un résultat d'investissement nul et un Excédent de fonctionnement de 7.773,30 €, dont détail ci-dessous :

En section de fonctionnement

Total des recettes	225 957,08 €
Total des dépenses	218 183,78 €
Résultat de l'année 2023 (Excédent)	7 773,30 €
Résultat antérieur (Excédent)	2 461,18 €
Résultat à la clôture de l'exercice 2023 (Excédent)	10 234,48 €
Résultat global à la clôture de l'exercice 2023 (Excédent)	10 234,48 €

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'affecter le résultat de fonctionnement au débit du compte "110 report à nouveau" (solde créditeur) pour 10.234,48 €, montant qui sera repris en recettes de fonctionnement au budget primitif 2024 sur la ligne budgétaire "002-résultat d'exploitation reporté (excédent)".

Madame BERANGER : Nous avons un résultat global de clôture excédentaire de 10 234,48 € que nous vous proposons d'affecter au débit du compte 110, report à nouveau solde créditeur et ce montant sera repris en recettes de fonctionnement au BP 2024 sur la ligne 002 résultat d'exploitation reporté.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX
1 ABSTENTION : MME DISDIER

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

10. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ CINÉMA LE MILLÉNIUM

BUDGET PRIMITIF 2024

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, soumet à l'approbation du Conseil Municipal, le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2024 examiné par la commission des Finances au cours de sa séance du 28/03/2024.

Madame BERANGER : Nous passons au budget du Millenium. Nous vous proposons un budget à hauteur de 275 534,48 €, avec un chapitre 011 charge à caractère général à 189 724,48 €, on retrouve toutes les fournitures et tous les achats nécessaires au fonctionnement du service, dont les locations mobilières, les locations de films donc le poste le plus important à 106 024 €. Ensuite, nous avons les charges de personnel, le chapitre 012 pour 85 000 € et des petites sommes dans différents petits chapitres. En ce qui concerne les recettes, nous vous proposons un chiffre d'affaires de 220 000 €, décomposé en entrées pour 200 000 € et en vente de marchandises, friandises pour 20 000 €.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX
1 ABSTENTION : MME DISDIER

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE,
Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

11. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ BUDGET PRINCIPAL

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 PRÉSENTÉ PAR MADAME SANDRINE BASQUIN, COMPTABLE DU TRÉSOR PUBLIC

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission Finances du 28 Mars 2024,

Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures.

- Déclare que le Compte de Gestion pour l'exercice 2023, dressé par le Comptable du Trésor du budget principal «VILLE DE CAUDRY», dont tous les comptes budgétaires et non budgétaires sont définitivement soldés, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

- Approuve le Compte de Gestion de l'exercice 2023, dressé par le Comptable du Trésor pour le budget principal « VILLE DE CAUDRY ».

Madame BERANGER : Maintenant, nous passons au budget principal de la ville et nous commençons toujours par l'approbation du compte de gestion du trésor public. Nous vous demandons d'approuver ce compte de gestion. C'est toujours la même question que pour le Millénium et les Pompes funèbres.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE,
Directeur des Finances

12. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ BUDGET PRINCIPAL

COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Vu l'avis favorable de la commission des Finances du 28 Mars 2024,

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal le détail des sections d'investissement et de fonctionnement de l'exercice 2023.

a) Chiffres globalisés :

Libellés	Section d'investissement		Section de fonctionnement		Totaux cumulés	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Opérations de l'exercice						
- Titres émis	9 923 321,92 €		21 802 746,67 €		31 726 068,59 €	
- Mandats émis		7 606 954,18 €		19 549 860,76 €		27 156 814,94 €
Résultats de l'exercice	2 316 367,74 €		2 252 885,91 €		4 569 253,65 €	
Résultats reportés	-6 017 918,12 €		7 369 452,29 €		1 351 534,17 €	
Résultats de clôture	-3 701 550,38 €		9 622 338,20 €		5 920 787,82 €	
Restes à réaliser	1 235 955,41 €	811 872,63 €	0,00 €	0,00 €	424 082,78 €	
Résultats définitifs	-3 277 467,60 €		9 622 338,20 €		6 344 870,60 €	

b) Chiffres détaillés (joint en annexe)

Le compte administratif 2023 de la ville est soumis au vote du Conseil Municipal.

Madame BERANGER : *Ensuite, nous passons au compte administratif 2023. En section d'investissement, nous avons un résultat de l'exercice de 2 316 367 €. Ensuite, nous intégrons les résultats antérieurs, ce qui nous fait un résultat de clôture de 3 701 550 € donc déficitaire et avec les restes à réaliser, on est à - 3 277 467 €. En ce qui concerne la section de fonctionnement, nous avons un résultat excédentaire de 2 252 885 €, auquel nous rajoutons le résultat antérieur de 7 369 452 € pour arriver à un résultat de clôture de 9 622 338 €. Vous avez en annexe le compte administratif qui est détaillé. Je ne sais pas si vous avez des questions ou des remarques sinon on passe au vote.*

Monsieur le Maire : *Oui, moi, je voulais quand même le commenter un peu. C'est vrai qu'on a ici un résultat exceptionnel. On finit avec un excédent cumulé de 6 344 870,60 €. Vous voyez Messieurs, dames, la bonne gestion de la commune de Caudry, puisqu'on termine avec un excédent très, très important et sur quasiment tous nos budgets.*

Madame DISDIER : *Oui, je vais peut-être poser une question débile, mais je la pose quand même. Est-ce que dans ces 6 millions d'euros, il y a les 5 millions de, comment dire, de leg de Monsieur Sandras ?*

Propos inaudibles dans la salle

Madame DISDIER : *Donc ça n'est pas qu'une bonne gestion de la municipalité, je ne veux pas vous gâcher votre plaisir, Monsieur le Maire, mais c'est quand même une sacrée belle aubaine quand même ces 5 millions de leg et donc ça n'est pas, je ne mets pas du tout en cause le travail des services, ni même le vôtre d'ailleurs, mais voilà...*

Monsieur le Maire : *... C'est gentil...*

Madame DISDIER : *... mais voilà ce résultat de 6 millions d'euros est quand même au 7/10ème dû à un leg qui est arrivé et dont on est ravi de pouvoir en faire profiter les caudrésiens.*

Monsieur le Maire : *Mais alors c'est certainement vrai, vous avez raison, ça fait quand même un peu plus de, ce que vous dites, ça fait quand même un peu plus de 1 120 000 donc c'est déjà quand même un super résultat et en plus de ça, il faut mettre en parallèle le fait qu'on n'ait pas emprunté depuis deux ans donc on ne s'est pas endetté et donc je vais vous donner un petit peu les chiffres, parce que je savais que ça allait arriver sur la table, à juste titre. Quand nous sommes, moi, quand je suis arrivé, Maire, on était à un endettement de 22 718 000 €. Aujourd'hui, nous sommes à 16 000 000 €. Vous voyez, on s'est désendetté de 6 000 000 € en parallèle donc on réalise un bon résultat, 2017 : 22 718 000 et aujourd'hui 2023, nous sommes à 16 116 000 € donc on s'est désendetté et en plus on fait du résultat, une bonne gestion.*

Madame DESREUMAUX : *Alors, excusez-moi, justement, avec ce leg, effectivement, qui est bien... excusez-moi, je, ... il y a quelque chose qui ne va pas, à chaque fois que je prends la parole ça.... enfin je ne comprends pas là, on est quand même autour de cette table, on est là pour débattre, pour échanger, je vous gêne ça je l'ai compris....*

Monsieur le Maire : *... Madame, s'il vous plaît, droit au but.*

Madame DESREUMAUX : *... je vous gêne, je l'ai compris, mais quand même... A ce...A cet héritage, il faut aussi ne pas oublier que, entre 2017 et aujourd'hui, il y a eu la crise Covid, qu'il y a eu beaucoup d'économies de faites à ce moment-là et que ce n'est pas qu'une histoire de bonne gestion.*

Monsieur le Maire : *Oui. C'est bon ? Vous avez terminé ? Bon, très bien. Je vais reprendre les éléments quand même. L'affectation des résultats, donc quand même, je voulais quand même préciser quelque chose d'important je vous ai dit qu'on n'avait pas emprunté depuis 2 ans. En général, on emprunte 2 millions donc on aurait dû avoir 4 millions de plus sur notre compte, là, on devrait être à 10 millions donc effectivement 10 millions si on retire les 5, on est à 5 millions de résultats.*

Madame DISDIER : *Si vous aviez fait 2 millions, c'était pour les utiliser ? Ils apparaîtraient...*

Monsieur le Maire : *... Non, non pas forcément, on a déjà fait des emprunts qu'on n'a pas utilisés et donc serait : 2 millions + 2 millions + 6 millions, on serait à 11 millions, moins les 5, voilà.*

Madame DISDIER : *Je ne vois pas l'intérêt non plus d'avoir un trésor de guerre comme ça si...*

Monsieur le Maire : *Non mais voilà, je vous explique, après je voulais reprendre un petit peu parce que Madame DESREUMAUX est encore en train de modifier les vérités. 2017, je pense qu'il n'y avait pas la Covid en 2017, résultat : 2 920 078 €. 2018, il n'y avait toujours pas la Covid, résultat : 1 747 178 €. 2019, il n'y avait pas la Covid, 1 424 087 €. 2020 : 2 500 000 €, je vais arrondir. Donc, tout est dit et puis après je vous ai parlé du désendettement donc on est passé de 22 millions d'endettement, 22 718 000 donc on est presque à 23 millions en 2017, à aujourd'hui, je vous le répète encore une fois, 16 millions.*

Madame DESREUMAUX : *Et donc, du coup 2017, 2018, 2019, il y a quand même 2020, il y a quand même eu les emprunts de 2 millions annuels.*

Monsieur le Maire : *Oui, mais on a remboursé la... en général, je sais pas, peut être vous ne suivez pas quand on explique le budget, mais en général, on rembourse plus qu'on emprunte.*

Madame DISDIER : *Pas beaucoup plus Monsieur le Maire, c'était quand même souvent...*

Monsieur le Maire : *... si...*

Madame DISDIER : *... l'une de mes reproches parce que*

Monsieur le Maire : *... en général, en général, on emprunte 2 millions et on rembourse 2,3 millions. C'est ce qui se fait actuellement.*

Madame DISDIER : *Oui donc ...*

Propos inaudibles dans la salle

Madame DISDIER : *... c'est pas énorme.*

Monsieur le Maire : *Oui mais c'est fait.*

Madame DESREUMAUX : *Mais moi, sur ces 2 millions, il y a quand même des questions qui me viennent à l'esprit, c'est quand même pas normal, que l'on se dise : tiens, je vais faire un budget*

où je vais inscrire, comme encore cette année, je vais inscrire dans tous les cas 2 millions. Et puis après, on va apprendre que : ah bah non en fait on les a pas empruntés. Enfin, il y a un moment, il faut aussi se dire, effectivement, peut-être que ça ne sert à rien de les mettre ces 2 millions. Je ne comprends pas. Pourquoi est-ce qu'à chaque fois, il faut rajouter ...?

Madame BERANGER : En fait on inscrit donc un emprunt parce que dans les recettes d'investissement on n'a pas inscrit du tout les subventions qui n'ont pas été notifiées donc en fait, on est pessimiste lorsque l'on fait le budget, on attend vraiment que l'on ait la subvention qui nous soit notifiée, donc qu'on soit certain pour l'inscrire au budget donc c'est pour ça qu'on couvre avec l'emprunt et en fonction après des subventions qu'on va avoir en cours d'année, on n'aura pas besoin forcément d'emprunter.

Madame DESREUMAUX : Donc dans ces cas là, il faut être honnête et arrêter de dire : on a une super façon de faire notre comptabilité, et puis, on est très, très bon, on fait ça, on gère très bien et 2 millions, vous voyez, on n'a pas emprunté 2 millions. Non, il y a un moment, il faut être honnête et il faut dire les choses comme elles sont.

Monsieur le Maire : Je pense que vous ne comprenez pas bien le budget, Madame, je pense que vous comprenez pas tout, objectivement. Madame DEBOUDT, vous voulez intervenir pour un point encore plus technique ?

Madame DEBOUDT : Je pense que Agnès BERANGER a bien expliqué, c'est effectivement pour ça, pour procéder à l'équilibre on met en place l'emprunt et puis ensuite, on voit en fin d'année si on a nécessité ou pas. Après, c'est un choix politique si on emprunte ou pas.

Monsieur le Maire : Voilà, merci, et pour vous dire aussi que, dans ce budget, on a pas mal, Madame DEBOUDT, nous avons pas mal de subventions qui n'ont pas encore été versées, on attend beaucoup...

Madame DEBOUDT : Oui, on attend notamment les subventions DSIL, DETR, Fond Vert, il y a énormément de subventions qui sont en cours d'instruction actuellement.

Monsieur le Maire : Voilà donc si ça avait été notifié, on aurait encore un résultat encore meilleur. Merci.

Madame BERANGER : Nous pouvons donc procéder au vote du compte administratif 2023.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX
1 ABSTENTION : MME DISDIER

M. le Maire a quitté la salle et n'a pas participé au vote

M. DECALION ne participant pas au vote ayant donné procuration à M. BRICOUT

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances

13. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ BUDGET PRINCIPAL

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2023

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,
réuni sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire,
Vu l'instruction M57
Vu l'avis de la commission des finances du 28/03/2024,
Vu les budgets de l'exercice 2023 approuvés,
Après avoir entendu le compte administratif 2023,
Statue sur l'affectation des résultats de fonctionnement 2023 comme suit :

Il est constaté que Compte Administratif de l'exercice 2023 fait apparaître un excédent d'investissement de 2.316.367,74 €, et un excédent de fonctionnement de 2.252.885,91 €, dont détail ci-dessous :

En section d'investissement

Total des recettes	9 923 321,92 €
Total des dépenses	7 606 954,18 €
Résultat de l'année 2023 (excédent)	2 316 367,74 €
Résultat antérieur (déficit)	-6 017 918,12 €
Apurement du compte 1069 – Passage à la M57	-224 134,79 €
Résultat à la clôture de l'exercice 2023 (déficit)	-3 925 685,17 €
Restes à réaliser en recettes (1.235.955,41 €)	424 082,78 €
Restes à réaliser en dépenses (811.872,63 €)	
Résultat cumulé à fin 2023 (déficit)	-3 501 602,39 €

En section de fonctionnement

Total des recettes	21 802 746,67 €
Total des dépenses	19 549 860,76 €
Résultat de l'année 2023 (excédent)	2 252 885,91 €
Résultat antérieur (excédent)	12 806 596,24 €
Part affectée à l'investissement en 2023	-5 437 143,95 €
Résultat à la clôture de l'exercice 2023 (excédent)	9 622 338,20 €

Résultat global à la clôture de l'exercice 2023 (Excédent)	5 696 653,03 €
Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2023 (Excédent) (Restes à réaliser inclus)	6 120 735,81 €

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement en affectant une partie des résultats de fonctionnement au crédit du compte "1068 Réserves – Excédents de fonctionnement capitalisés" pour 3.501.602,39 €, montant qui sera repris au budget primitif 2024 en recettes d'investissement au compte précité.

- d'affecter le solde du résultat de fonctionnement en report à nouveau destiné au financement des charges d'exploitation, par le crédit du compte "110 report à nouveau" (solde créditeur) pour 6.120.735,81 €, montant qui sera repris en recettes au budget primitif 2024 sur la ligne budgétaire "002 – Excédents antérieurs reportés".

Le résultat de clôture de l'exercice 2023 (déficit), de la section d'investissement, d'un montant de 3.925.685,17 € sera quant à lui repris en dépenses au budget primitif 2024 sur la ligne budgétaire "001 – déficit d'investissement reporté".

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ 1 CONTRE : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

14. FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DIRECTE LOCALE 2024

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller Municipal, indique, à l'Assemblée, que le projet de budget primitif 2024 a été élaboré en tenant compte, en matière d'impôts locaux, du maintien des taux d'imposition.

Il rappelle qu'en application de l'article 16 de la Loi de Finances pour 2020, les parts communales et départementales de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ont été fusionnées pour être affectées depuis 2021 aux communes en compensation de la perte de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales.

(Pour mémoire :	taux TFPB communal 2020 :	19,51 %
	taux TFPB départemental 2020 :	19,29 %)

Un coefficient correcteur vient neutraliser les sur ou sous-compensation des effets liés à la diminution de moitié de la valeur locative des locaux industriels (valeur de taux de 2020).

Il rappelle que l'article 16 de la loi 2019-1479 de finances pour 2020 a supprimé la taxe d'habitation sur l'habitation principale à compter de l'année 2023 (TH).

Ainsi à compter de 2023 la taxe d'habitation ne persiste que pour les résidences secondaires (THRS) et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

Son taux doit être voté annuellement avant le 15 avril (article 1631 A du CGI).

Il propose donc, au Conseil Municipal, de maintenir, pour la 18^{ème} année consécutive, s'agissant des taux communaux, les taux d'imposition directe locale fixés comme suit :

Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) :	19,37 %
Taxe foncière (bâti) :	38,80 %
Taxe foncière (non bâti) :	44,40 %

Monsieur le Maire : Merci Antoine, une excellente nouvelle. Cette bonne gestion nous permet, pour la 18ème année consécutive, de ne pas augmenter les impôts, sachant, messieurs, dames, qu'à Caudry le taux qui est appliqué est parmi les 6 meilleurs taux du département pour la strate dans laquelle est Caudry donc on est dans les 6 meilleurs taux du département et en plus, on n'augmente pas. Je vais faire un petit peu de politique quand même, en disant que, malheureusement, vous voyez, on encourage souvent la médiocrité mais quand Monsieur Macron a supprimé la taxe d'habitation, quand il l'a compensé, il l'a fait sur un montant qui était établi, et nous, on avait des taux de taxe d'habitation qui étaient également très, très faibles, et donc on a

été compensé sur une part très, très faible alors que les communes qui étaient mal gérées, qui avaient des taux d'imposition à 45 %, nous on était aux alentours de 19 % sur la taxe d'habitation, on a été compensé à hauteur de 19 % et on le sera toute notre vie. Malheureusement, des communes qui étaient mal gérées, qui avaient des taux de taxe d'habitation à 45 %, eux ont été compensés à 45 % et le seront toute leur vie. Des fois, la bonne gestion, vous voyez, c'est pas souvent récompensé.

Madame DISDIER : *Oui, donc là, si je comprends bien, vous nous dites que vous êtes, je dirais malmené par la politique de Monsieur Macron, c'est bien ça ?*

Monsieur le Maire : *Vous pouvez répéter ?*

Madame DISDIER : *Si je comprends bien, vous critiquez un peu la politique de Macron en estimant que vous êtes malmené ?*

Monsieur le Maire : *Bien sûr, tout à fait.*

Madame DISDIER : *Et pourtant, et pourtant, vous avez appelé à voter pour lui lors des présidentielles, Monsieur le Maire, alors je ne comprends pas très bien votre attitude.*

Monsieur le Maire : *Non, non, j'ai appelé à voter contre Marine Le Pen.*

Madame DISDIER : *Non, non, Monsieur le maire, vous avez, vous avez appelé aux français à prendre la raison et à voter Macron au deuxième tour, parce que l'extrême droite n'avait pas sa place en France. Ce sont vos termes exacts.*

Monsieur le Maire : *Tout à fait.*

Madame DISDIER : *Vous avez appelé à voter Macron, textuellement.*

Monsieur le Maire : *Parce que je ne voulais pas voter pour Marine Le Pen, parce que j'estime que les...*

Madame DISDIER : *... Mais vous êtes libre individuellement, Monsieur le Maire, mais dans ces cas là, vous ne pouvez pas appeler à voter pour quelqu'un et le critiquer derrière...*

Monsieur le Maire : *... on m' a demandé...*

Madame DISDIER : *... Ça faisait déjà 5 ans qu'il était au gouvernement, qu'il était chef d'État et donc vous connaissiez très bien sa politique, c'est tout, je voulais juste le rappeler à nos concitoyens.*

Monsieur le Maire : *Entre la peste et le choléra, il faut choisir, voilà, tout à fait, j'assume et vous savez, quand la presse vous demande pour qui vous appelez à voter, vous répondez, moi j'ai pas...*

Madame DISDIER : *Vos collègues de Cambrai, du Cateau, etc... il n'y en a pas un qui a répondu, vous étiez le seul.*

Monsieur le Maire : *Oui, d'accord. A un moment, il faut prendre des positions, faut s'affirmer.*

Madame DISDIER : *Il faut les assumer, vous ne pouvez pas critiquer...*

Monsieur le Maire : *... Oui, j'ai appelé à voter contre Marine Le Pen et je suis pas sûr que Marine Le Pen ferait mieux que Monsieur Macron, malheureusement.*

Propos inaudibles Madame DISDIER.

Monsieur le Maire : *Oui, oui, je sais bien Pour l'instant rien n'a été prouvé, Madame. Alors, Messieurs, dames, ...*

Madame DESREUMAUX : *... Excusez-moi, excusez-moi, excusez-moi, on va revenir au local et à Caudry.*

Monsieur le Maire : *On va passer au vote Messieurs, dames...*

Madame DESREUMAUX : *Non, excusez-moi, mais attendez, je peux quand même m'exprimer.*

Monsieur le Maire : *La question, c'est ça, Madame, c'est les taux d'imposition.*

Madame DESREUMAUX : *Je peux quand même m'exprimer sur ces taux d'imposition.*

Monsieur le Maire : *Faites vite Madame, droit au but.*

Madame DESREUMAUX : *Est-ce que je peux m'exprimer sur cette d'imposition ?*

Monsieur le Maire : *Oui, allez-y, madame!*

Madame DESREUMAUX: *Très bien, alors moi, ce que je ne comprends pas, c'est qu'avec un excédent de fonctionnement à plus de 2 552 000, avec un excédent d'investissement de 2 316 000, vous n'imaginez même pas de baisser ce pourcentage. Parce qu'en réalité, qu'est-ce qui va encore se passer? C'est que c'est toujours les classes moyennes qui payent l'impôt ils vont encore subir, comme ils subissent, de plein fouet cette augmentation. Arrêtez de dire, et ça, je le répète moi aussi, je pourrais vous dire que vous ne comprenez pas, parce que tous les ans, je redis la même chose : les impôts vont augmenter...*

Monsieur le Maire : *... Vous ne comprenez pas le budget Madame.*

Madame DESREUMAUX : *mais... Chères caudrésiniennes, chers caudrésiniens, les impôts vont augmenter, parce qu'en réalité, il aurait fallu que, ici, ce soir, on vote une baisse de ces taux, or le calcul n'a pas été fait et or on continue à être sur ces mêmes taux.*

Monsieur le Maire : *Madame, on connaît votre tendance politique et puis on a pu, je veux dire, ça été prouvé, toutes les communes qui ont été gérées par le PS, c'est gestion catastrophique, populiste, clientéliste, ce n'est pas du tout notre façon de faire. Et puis, surtout, Madame, je vais vous donner juste un exemple : l'explosion des prix du gaz et de l'électricité, on baisse les impôts, on fait comment demain ?*

Madame DESREUMAUX : *Alors du coup, moi...*

Monsieur le Maire : *On fait comment Madame ?*

Madame DESREUMAUX : *Je peux vous répondre ?*

Monsieur le Maire : *Oui, répondez.*

Madame DESREUMAUX : *Alors, du coup, là je vais aborder un point que je voulais aborder plus tard, moi, ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi on vote aussi un budget moins élevé cette année alors que, il y a effectivement cette augmentation de fluide. Alors, du coup, qu'est-ce qui se passe ? Enfin, tout ça c'est c'est quand même très brouillon, on a du mal à comprendre où vous allez et ce que vous faites.*

Monsieur le Maire : *Oui, on comprend bien mais c'est que, Madame, si on a un budget moins important, c'est parce qu'on va rentrer dans une période de disette, Madame, c'est de la bonne gestion donc on va réduire nos investissements et on va continuer à réduire notre fonctionnement, c'est mathématique, c'est tout, c'est de la bonne gestion, voilà. Et puis après, là c'est bien, vous faites de la politique, vous faites du populisme, mais c'est foutre la ville dans le mur que de baisser les impôts.*

Madame DESREUMAUX : ... C'est moi...

Monsieur le Maire : ... Je vous répète quand même qu'on est dans les six... Madame, attendez, arrêtez un peu, notre gestion, elle parle, je viens de vous donner les chiffres, le désendettement qu'on a eu, les résultats qu'on fait, le fait qu'on n'emprunte plus, etc... tout est là, je vous l'ai dit tout à l'heure donc arrêtez.

Madame DESREUMAUX : Moi, je vais vous dire...

Monsieur le Maire : ... on passe au vote Messieurs, dames...

Madame DESREUMAUX : ... Je vais quand même vous dire quelque chose, parce que je n'arrête pas d'être traitée de populiste...

Monsieur le Maire : S'il vous plaît... merci. Alors, Messieurs, dames...

Madame DESREUMAUX : ... Vous allez, vous allez arrêter de dire... vous allez arrêter... Vous allez retirer vos ... parce que, en aucun cas, en aucun cas...

Propos inaudibles dans la salle

Madame DESREUMAUX : et entre nous... et entre nous... qui ... et entre nous ... et entre nous...

Monsieur le Maire : ... On passe au vote.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX
1 ABSTENTION : MME DISDIER

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : ... allez s'il vous plaît...

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : Oui, de toute façon, elle trouvera toujours, elle sera toujours contre ce qu'on fait.

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

15. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ BUDGET PRINCIPAL

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2024.
Son montant total s'élève à 43.701.836,20 €. Pour information, le BP 2023 s'établissait à 48.367.540,86 €.

Le présent projet de budget se décompose en :

- 1) une section de fonctionnement pour 27.813.342,88 € soit une baisse de 1,72 % par rapport au BP 2023,
- 2) une section d'investissement pour 15.888.493,32 € soit une baisse de 20,83 % par rapport au BP 2023.

Ce budget s'équilibre

- en section de fonctionnement à 27 813 342,88 €
- en section d'investissement à 15 888 493,32 €

- Le virement de la section de fonctionnement s'élève à 6 830 222,73 €

- En section d'investissement sont principalement inscrits :

- un emprunt de 2 000 000,00 €
- le besoin de couverture de 2022 en section d'investissement de 3 501 602,39 €
- chapitre 20 - Études et immobilisations incorporelles 189 281,10 €
- chapitre 21 – Acquisitions et immobilisations corporelles 2 342 237,42 €
- chapitre 23 – Travaux – constructions et VRD 1 588 564,00 €
- Autres opérations et programmes d'investissement 4 770 679,14 €
- le remboursement du capital des emprunts 2 038 000,00 €

NOTE DE PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2024

L'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au Budget Primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note qui répond à cette obligation sera disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'exercice 2024. Il respecte les cinq principes budgétaires suivants : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 Avril de l'année à laquelle il se rapporte et être transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours maximum après la date limite du vote.

Par cet acte, le Maire, ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget pour la période qui s'étend du 1^{er} Janvier au 31 Décembre de l'année d'exécution.

Le budget 2024 est proposé au vote du Conseil Municipal le 11 Avril 2024. Il pourra être consulté sur simple demande à la direction des finances de la Mairie aux heures d'ouvertures des bureaux.

Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire présenté le 20 mars 2024 au Conseil Municipal.

Il a été établi avec la volonté :

- De poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement en tenant compte du contexte inflationniste toujours présent et tout en maintenant le niveau de qualité des services proposés aux caudrésien(ne)s toutes générations et statuts confondus.
- De maintenir le rythme des investissements durables sur la commune avec une priorité accordée à ceux qui permettront d'alléger les dépenses de fonctionnement.
- De mobiliser des subventions auprès de l'État, de la Région, du Département, de l'Europe, de la CAF et de tous autres organismes financeurs chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et d'investissement structurent le budget de la commune. D'une part, la gestion des affaires courantes en section de fonctionnement, incluant notamment les dépenses de fluides, alimentaires, les traitements des agents de la commune, le versement des subventions aux associations, les contributions aux structures intercommunales ... Et d'autre part, la section d'investissement qui a vocation à entretenir et améliorer le patrimoine et les équipements et infrastructures de la ville pour le présent et dans l'optique de préparer l'avenir.

I. La section de fonctionnement

Cette section permet à la commune d'assurer les dépenses du quotidien et d'encaisser les recettes liées à ses activités : produits des services proposés par la commune (cantines, garderies, accueils de loisirs, classes de neige, locations de salle, taxes sur les droits de mutation...)

En 2024 les dépenses de fonctionnement sont égales à 27 813 342,88 € (dont 19 510 026,92 € pour les dépenses de gestion).

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 19 995 854,82 € auxquelles s'ajoutent les dépenses d'ordre (équilibre entre sections) pour un montant de 7 817 488,06 €.

Les recettes de fonctionnement : 27 813 342,88 €.

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 21 335 156,91 € dont 21 330 556,91 € de recettes de gestion. Outre les recettes liées aux services précisés ci-avant les autres recettes de fonctionnement sont principalement constituées par :

- les impôts locaux :	5 823 079,00 €
- la DGF :	2 248 100,00 €
- l'attribution de compensation de la CA2C :	8 717 413,79 €
- la compensation de l'État au titre des exonérations de TF :	1 599 108,00 €

BUDGET PRIMITIF 2024 SECTION DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES			RECETTES		
011	Dépenses à caractère général	5 378 310,29 €	013	Atténuations de charges	77 500,00 €
012	Charges de Personnel	9 500 000,00 €	70	Produits de services	1 279 100,00 €
014	Atténuations de produits	1 500,00 €	73	Impôts et taxes	8 963 070,79 €
65	Autres charges de gestion	4 630 216,63 €	731	Fiscalité locale	6 528 589,00 €
Total Dépenses de Gestion		19 510 026,92 €	74	Dotations et participations	4 061 097,12 €
			75	Autres produits de gestion courant	421 200,00 €
			Total Recettes de Gestion	21 330 556,91 €	
022	Dépenses imprévues	130 000,00 €	76	Produits financiers	100,00 €
66	Charges financières	350 827,90 €	77	Produits exceptionnels	4 500,00 €
67	Charges exceptionnelles	5 000,00 €	78	Reprise sur provisions	0,00 €
Total Dépenses Réelles		19 995 854,82 €	Total Recettes Réelles	21 335 156,91 €	
023	Virement à la section d'investissement	6 830 222,73 €	042	Opérations d'ordre de transfert	357 450,16 €
042	Opération d'ordre de transfert	987 265,33 €	002	Résultat 2023	6 120 735,81 €
TOTAL		27 813 342,88 €	TOTAL	27 813 342,88 €	

La fiscalité locale

Les taux d'impôts locaux pour 2024

THRS : 19,37 % base prévisionnelle	441 700 €
TFPB : 38,80 % base prévisionnelle	17 004 000 €
TFNB : 44,40 % base prévisionnelle	151 700 €

Les taux proposés sont inchangés pour la 18^e année consécutive.

Le produit fiscal attendu s'élève à 6 750 464 € (avant déduction du coefficient correcteur : - 927 385 €).

II. La section d'investissement

Le budget d'investissement prépare l'avenir contrairement au budget de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté.

La section d'investissement concerne les dépenses et les recettes liées aux nouvelles opérations mobilières ou immobilières. Pour les dépenses, une large part est accordée cette année encore à la rénovation et aux travaux de modernisation, de mise en sécurité du patrimoine bâti,

l'acquisition de biens immobiliers, de matériels et véhicules nécessaires au fonctionnement des services communaux.

En recettes, le budget comporte le virement de la section de fonctionnement : 6 830 222,73 €, les dotations et autres taxes fonds et réserves : 4 216 453,35 €, l'emprunt : 2 000 000 € et les subventions attendues sur les programmes d'investissement.

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 15 888 493,32 € répartis comme suit :

Dépenses :	Crédits reportés 2023 :	811 872,63 €
	Crédits 2024 :	15 076 620,69 €
Recettes:	Crédits reportés 2023 :	1 235 955,91 €
	Crédits 2024:	14 652 537,91 €

Les subventions attendues :

Reports 2023 :	928 083,41 €
Nouvelles notifiées 2024 :	475 333,50 €
	1 403 416,91 €

Il est précisé que seules les recettes notifiées sont inscrites au budget.

Vue d'ensemble de la section d'investissement

RECETTES		DÉPENSES	
Virement	6 830 222,73	Solde exécution 2022	3 925 685,17
FCTVA	584 850,96	Remboursement emprunt	2 038 000,00
Taxe aménagement	130 000,00	Opérations d'ordre	357 450,16
Emprunt	2 000 000,00	Opérations patrimoniales	128 263,00
Vente terrain	0,00	Reports dépenses 2023	811 872,63
Opérations de remembrement	15 000	Participation contournement Ovest de Caudry (solde)	533 333,33
Amortissements	987 265,33	Immobilisations incorporelles	183 185,00
Opérations patrimoniales	128 263,00	Acquisition matériel – mobiliers – terrains – travaux – plantations	1 990 564,47
Reports recettes 2023	1 235 955,41	Immobilisations en cours	1 388 564,00
Excédent de fonctionnement capitalisé	3 501 602,39	Programme d'investissement 2024	4 510 479,46
Subventions 2024	475 333,50	Travaux effectués d'office	15 000,00
	15 888 493,32		15 888 493,32

PPI

	2024	2025	2026	2027
Restructuration complexe sportif Sandras en plaine de jeux et construction d'un terrain de paddel, baskets et abords	784 283,46 €	1 450 994,79 €		
Contournement Ouest de Caudry	533 333,33 €			
Mise en sécurité de la Basilique Sainte Maxellende	569 825,94 €			
	200 000,00 €	1 035 539,25 €		
		1 123 892,17 €		
Musée des Dentelles et Broderies / Requalification du Centre Socio-Culturel	50 000,00 €	670 000,00 €	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €
Extension, isolation enduit du mur extérieur et revêtement sol, salle Sautière	70 000,00 €	50 830,00 €		
Système Vidéoprotection	168 000,00 €	432 000,00 €		
Réhabilitation du bâtiment de l'ancien Crédit Lyonnais – rue Edmond Bricout	30 000,00 €	110 000,00 €		
Attractivité Centre-ville Aménagement de carrefours : - Rue du Maréchal Leclerc / abords espace santé - Rues du Maréchal Leclerc / République - Amélioration parking Centre-ville	1 356 466,44 €			
Extensions salons funéraires	200 000,00 €	184 000,00 €		
Extension Espace Schweitzer		216 000,00 €		
Auto consommation collective / pose de panneaux photovoltaïque	380 000,00 €	93 268,00 €		
Réhabilitation Ecole Condorcet	200 000,00 €	800 000,00 €	890 000,00 €	
Réhabilitation Ecole Paul Bert			1 800 000,00 €	815 700,00 €
	4 541 909,17 €	6 166 524,21 €	3 690 000,00 €	1 815 700,00 €

III. La dette communale

Tableau du Profil d'Extinction de la Dette par exercice annuel du 01/01/2024 au 31/12/2039
avec emprunt 2.000.000 € à 3,57 %

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2024	16 195 646,14 €	2 018 675,40 €	370 933,63 €	2 389 609,03 €	16 176 970,74 €
2025	16 176 970,74 €	2 151 455,41 €	390 012,71 €	2 541 468,12 €	14 025 515,33 €
2026	14 025 515,33 €	1 613 184,44 €	325 979,19 €	1 939 163,63 €	12 412 330,89 €
2027	12 412 330,89 €	1 612 651,38 €	278 423,82 €	1 891 075,20 €	10 799 679,51 €
2028	10 799 679,51 €	1 584 844,06 €	238 917,07 €	1 823 761,13 €	9 214 835,45 €
2029	9 214 835,45 €	1 532 887,05 €	204 430,37 €	1 737 317,42 €	7 681 948,40 €
2030	7 681 948,40 €	1 405 737,56 €	172 458,72 €	1 578 196,28 €	6 276 210,84 €
2031	6 276 210,84 €	1 315 344,46 €	142 783,05 €	1 458 127,51 €	4 960 866,38 €
2032	4 960 866,38 €	1 175 764,78 €	114 295,08 €	1 290 059,86 €	3 785 101,60 €
2033	3 785 101,60 €	1 123 999,55 €	87 410,58 €	1 211 410,13 €	2 661 102,05 €
2034	2 661 102,05 €	946 882,44 €	62 803,37 €	1 009 685,81 €	1 714 219,61 €
2035	1 714 219,61 €	665 112,64 €	41 455,09 €	706 567,73 €	1 049 106,97 €
2036	1 049 106,97 €	476 262,50 €	27 051,08 €	503 313,58 €	572 844,47 €
2037	572 844,47 €	306 177,83 €	15 641,52 €	321 819,35 €	266 666,64 €
2038	266 666,64 €	133 333,32 €	7 735,00 €	141 068,32 €	133 333,32 €
2039	133 333,32 €	133 333,32 €	2 975,00 €	136 308,32 €	0,00 €
		18 195 646,14 €	2 483 305,28 €	20 678 951,42 €	

L'annuité 2024 s'élève à 2 389 609,03 € dont 370 933,63 € en intérêts et 2 018 675,40 € en capital.

Le capital restant dû au 1^{er} Janvier 2024 s'élève à 16 195 646,14 € (18 266 643,62 € en 2023).

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX
1 ABSTENTION : MME DISDIER

Madame BERANGER : *Je remercie Madame DEBOUDT et Monsieur HISBERGUE pour la qualité du travail réalisé.*

Monsieur le Maire : *Merci, Agnès, et puis, moi, je me joins à toi, puis je remercie tous les techniciens qui sont derrière nous, parce que vous comprenez que dans le budget tout rentre en ligne de compte : les travaux, restauration scolaire, tout le monde est associé donc je vous remercie toutes et tous pour votre contribution à ce budget. Donc, Messieurs, dames, on soumet à votre approbation.*

Madame DISDIER : *S'il vous plaît, Monsieur le Maire, je souhaiterais intervenir.*

Monsieur le Maire : *Oui, très bien, allez-y.*

Madame DISDIER : *Alors, Monsieur le Maire, chers collègues, le vote du budget est un moment important pour Caudry et pour ses habitants, il va déterminer les actions choisies par la municipalité et définir des choix politiques d'investissement et de fonctionnement pour toute une année et pour l'avenir de notre ville. Nous pouvons constater que dans sa globalité, le budget primitif 2024 est en baisse par rapport au budget 2023, conséquence certaine d'une situation économique et sociale relativement instable : pouvoir d'achat des français en berne, explosion de la dette nationale qui oblige l'État à baisser ces dotations envers les collectivités locales. Pour moi d'ailleurs, ce n'est pas un bon calcul de l'État parce que cela freine les investissements des municipalités et donc impacte directement les entreprises. Or, nous, les entrepreneurs, surtout les TPE, PME, commerçants, artisans, contribuons fortement aux recettes de l'État parce que nous n'avons quasiment aucune aide et nous sommes les plus taxés. Cependant, Monsieur le Maire, dans les conditions actuelles, je pense que c'est une bonne décision de réduire la voilure. D'ailleurs comme évoquer avec notre nouvelle DGS ce matin, j'ai toujours été surprise et interloquée de la différence entre les budgets primitifs et les réalisations réelles, puisque, si on prend l'exemple de 2023, les investissements qui étaient prévus au budget primitif n'ont été réalisés qu'à hauteur de 50 % or la moyenne est de l'ordre de 80%. Je ne comprends pas très bien le besoin de gonfler les budgets primitifs pour, en finale, n'en réaliser que la moitié. On est en droit de se demander où est la sincérité de ces budgets primitifs. Pouvez-vous m'éclairer ? Autre sujet important pour moi : la sécurité des biens et des concitoyens. C'est aussi, d'ailleurs l'une des priorités des français. Deux remarques en termes d'investissement, vous avez prévu un budget de 160 000 € en 2024 et 232 000 € en 2025 concernant le système vidéo-protection, soit quasiment 600 000 € en 2 ans. Vous savez que lorsque les délibérations passent en conseil municipal sur ces sujets, je vous ai toujours soutenu et je reste convaincue que ces caméras installées un peu partout dans notre ville contribuent à sécuriser nos rues et à aider la gendarmerie à retrouver les coupables des incivilités qui coûtent cher à notre commune, mais aussi des infractions beaucoup plus graves et importantes. Cependant, en ce qui me concerne, ce n'est absolument pas suffisant. Il est important aussi qu'il y ait une présence humaine quotidienne, nuit et jour, dans nos rues, qui représente l'autorité pour veiller à la tranquillité de nos concitoyens et c'est là où nous ne sommes plus d'accord. Lors du rapport d'orientation budgétaire, il a été indiqué que Caudry était équipé de cinq policiers municipaux. Il me semble qu'à un moment, nous étions même six. Cependant, j'ai déjà abordé le sujet dernièrement en conseil municipal, il apparaît qu'en réalité, seuls deux ou trois policiers municipaux sont en activité réelle à Caudry, ce qui me paraît complètement insuffisant. D'ailleurs, j'ai une pensée pour eux, parce que si deux ou trois policiers municipaux font le travail de six, on est au bord du burn-out. Je ne comprends pas pourquoi vous n'acceptez pas d'investir plus d'argent dans notre politique de sécurité. Vous voulez investir 600 000 € en plus de ce que la ville possède déjà en vidéo-protection déjà donc déjà ma question c'est : est-ce que ce sont des vidéos protection supplémentaires ou est-ce que c'est parce que les caméras actuelles ne fonctionnent pas ou ont*

été détériorées ou que le système est en panne? Vous voulez investir 600 000 €, mais vous refusez à développer, augmenter notre contingent de policières et policiers municipaux, parce que je pense que c'est important aussi qu'il y ait des femmes présentes. Pour moi, c'est une erreur grave donc je souhaitais amender ce budget fonctionnement et vous demander donc un budget supplémentaire de l'ordre de 600 000 €, je sais que c'est une grosse somme, pour l'embauche de nouveaux policiers municipaux afin de doter Caudry d'une véritable brigade qui assurerait une présence sur le terrain nuit et jour, sept jours sur sept. Ces 600 000 € pourraient être financés en minorant l'excédent de fonctionnement. De toute façon, comme je l'ai indiqué précédemment, l'investissement réalisé en réalité est complètement différent par rapport au budget primitif que vous nous proposez donc je pense que vous n'aurez aucun problème à trouver ce budget supplémentaire. Je précise que ma demande ne remet absolument pas en cause le travail de nos gendarmes, qui ont depuis toujours mon entier soutien. Cependant, ils ont un territoire très large à sécuriser et malheureusement, ils ne peuvent pas être partout et en même temps. Pas un jour ne se passe sans que des dégradations, des vols, des agressions physiques, des incivilités ne se passent à Caudry et c'est le rôle du Maire d'assurer la sécurité de ses concitoyens...

Monsieur le Maire : ... partout en France...

Madame DISDIER : ... quand l'État est défaillant...

Monsieur le Maire : ... partout en France...

Madame DISDIER : ... quand l'État est défaillant. La municipalité ne doit pas faire des économies sur la sécurité de ses concitoyens. Pour moi, Monsieur le Maire, vos décisions ne sont pas à la hauteur de la situation. Cela fait plusieurs années que je tire la sonnette d'alarme et je vois que je ne suis pas entendu et vous, Monsieur le Maire, qui est souvent sur les réseaux sociaux, vous n'entendez pas non plus les critiques des caudrésien(ne)s sur ce sujet, et je pense que vous avez tort. Deuxièmement, lors d'un récent conseil municipal, vous aviez eu en détail, vous nous avez donné en détail l'effectif du personnel municipal et j'avais été surprise et déçue de constater, malgré un nombre important de différents services techniques et administratifs dont est doté la mairie, de voir seulement deux apprentis au sein du personnel municipal. Là aussi, je ne comprends pas Monsieur le Maire. Pourquoi ne pas ouvrir les portes de vos services techniques aux jeunes qui souhaitent se former dans les différentes disciplines que les ateliers municipaux exercent ? Bon nombre de jeunes caudrésien(ne)s, sans permis de conduire, donc très peu mobiles, cherchent à se former dans de nombreux métiers manuels et administratifs que possède la mairie de Caudry. Quel dommage de ne pas faire profiter à ces jeunes l'expérience qu'ont acquis bon nombre de nos employés municipaux. De plus, cela permettrait aussi le remplacement du personnel partant à la retraite avec des jeunes qui seraient formés directement sur place. Je vous demande donc, Monsieur le Maire, de développer le nombre d'apprentis dans notre commune, je n'y vois que des avantages et cela permet d'apporter une formation à nos jeunes et donc de leur offrir une perspective d'avenir. Pour conclure, comme chaque année, vous vous félicitez de ne pas augmenter les impôts, c'est votre droit, cependant, cela reste une contre-vérité, parce que vous faites croire aux caudrésien(ne)s que leurs impôts ne vont pas augmenter, ce qui est faux. Les bases des taxes ont augmenté de près de 4% cette année et donc, quoi que vous disiez, les impôts vont augmenter comme chaque année, et je le regrette. Pour toutes ces raisons, je m'abstiendrai sur ce budget. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Maire : Très bien, merci, c'est intéressant, un débat intéressant. Première chose, vous le savez, les bases, c'est pas nous qui décidons, il faut que le public le sache, les bases c'est fixé par l'État, c'est réévalué par l'État donc nous, heureusement, nos taux communaux ne baissent pas, ne bougent pas, n'augmentent pas. C'est une chose importante, il faut le savoir. Ensuite, sur le rôle régalien de l'État moi je suis désolé, mais après, on peut effectivement faire plaisir, mais on n'y arrivera pas, on peut, attendez, laissez-moi parler, on peut embaucher des médecins, c'est le rôle de l'État soigner, on peut embaucher des policiers municipaux supplémentaires, effectivement qu'ils vont travailler la nuit mais le problème, Madame ETHUIN et vous allez être d'accord avec moi, j'en suis sûr, le problème, c'est pas les effectifs de police, etc le problème, c'est la réponse pénale aujourd'hui, là je peux vous dire j'étais, Madame DEBOUDT...

Propos inaudibles dans la salle

Monsieur le Maire : ... *Madame DEBOUDT peut témoigner, je viens d'avoir la Lieutenante au téléphone pour l'affaire des voitures brûlées, dedans, il y a trois mineurs et un majeur, et le plus jeune des mineurs vous savez quel âge il a ? Douze ans donc lui, c'est même pas la peine, il y a aucune réponse pénale, il aura rien le gamin, les autres vont aller en centre éducatif ouvert donc là excusez-moi, mais c'est la foire à neuneu, donc centre éducatif, c'est même pas des personnes de la pénitenciaire qui s'occupe d'eux, ceux sont des éducateurs, et les éducateurs viennent les chercher, si le gamin veut bien monter dans la voiture, il les emmène au centre éducatif ouvert et puis là le gamin, il fait une fugue, il revient et après la gendarmerie est mandaté pour le rechercher, etc... On n'arrête plus, donc effectivement le gros problème, c'est la réponse pénale. Sur nos effectifs, effectivement je vous l'ai déjà dit, on était six, on avait un effectif de six policiers municipaux, il y en a deux qui sont en longue maladie donc on avait deux dames...*

Propos inaudibles dans la salle

Monsieur le Maire : ... *les gens sont en longue maladie donc je ne sais pas si vous êtes au courant, mais dans la fonction publique, quand les gens sont en arrêt maladie, on les paye...*

Madame DISDIER : ... *un peu dans le privé mais...*

Monsieur le Maire : ... *Nous on les paye 100 % donc moi je ne peux pas embaucher deux policiers municipaux supplémentaires alors que j'ai cela encore à payer, c'est tout, c'est compliqué mais il faut attendre que soit ces gens soient rayés des cadres, ce qu'on appelle rayé des cadres mais on ne peut pas embaucher tant qu'ils ne sont pas revenus. Ce qu'il faudrait c'est qu'ils reviennent...*

Madame DISDIER : ... *volonté politique. Vous vous vantez et certainement à raison, que la ville se porte très bien et qu'elle a un beau budget, qu'il y a un gros excédent. Pourquoi cet excédent ne sert pas la sécurité des caudrésiens ? Voilà, c'est ma question. C'est une volonté politique Monsieur le Maire.*

Monsieur le Maire : *Madame ETHUIN, dites-nous, à part ça, dites nous, en matière de sécurité et de prévention, ce que nous n'avons pas fait et que vous auriez fait? Dites nous le...*

Madame DISDIER : ... *Je pense que je ne vous fais qu'un seul reproche, c'est la police municipale, pour l'instant.*

Monsieur le Maire : *Voilà mais parce que c'est facile de dire ce qu'on fait pas. Moi, je suis pas là pour payer des gens que l'État n'a pas envie de payer. Comme vous dites, vous l'avez dit, on va arriver dans une période de disette où ça va être de plus en plus compliqué, où les dotations de l'État vont baisser, c'est certainement pas le moment d'embaucher parce que je le dis et tout le monde le sait ici, un fonctionnaire, quand vous le prenez, vous l'avez pour 40 ans. La personne étant en maladie, vous l'avez pour un certain nombre d'années vous le payez en maladie.*

Madame ETHUIN : *Mais c'est la même chose pour toutes les mairies or il y a des mairies qui ont des contingents de police municipale extrêmement importants sur un même nombre d'habitants Monsieur le Maire, je répète, c'est un choix politique.*

Monsieur le Maire : *On va redire, Marc, je vais te donner la parole pour, on va redire un petit peu tout ce qu'on fait en matière de prévention et de sécurité, parce que je crois qu'on est exemplaire, je ne crois pas, j'en suis sûr, vas-y Marc, allume ton micro. Voilà, très bien, merci.*

Monsieur DEVIENNE : *Il y a tout d'abord le CLSPD, le Contrat Local de Sécurité, de la Prévention de la Délinquance. Il permet de travailler avec tous les acteurs sociaux de Caudry, mais aussi environnants. Je vais vite les citer: Avenir Jeunes, Bouée des jeunes, la maison des parents, il y avait l'UTPAS, qu'on appelle maintenant la maison Nord Santé, la maison des enfants, la MEF, donc on travaille tous ensemble, avec la gendarmerie, la police municipale, il y a aussi la CAF, ce n'est plus Pôle Emploi, c'est France Travail. À côté de ça, on a le CDDF pour les droits et devoirs*

de la famille, le CDDL pour le logement. Alors, pour la famille, on reçoit tous les gamins, justement, qui sont, soit ils sont déjà allés à la gendarmerie, soit ils n'y sont jamais allés, mais on les reçoit derrière parce qu'il n'y a aucune suite, il n'y a aucune réponse pour eux. Je reprends comme exemple les gamins qui ont volé et brûlé les deux voitures les deux week-ends précédents, il y en a un qui habite dans la rue d'une des victimes et tous les jours, ils passent devant, il la nargue et qu'est-ce qu'on peut faire? Rien. Donc on reçoit les gamins qui font des bêtises à l'extérieur et dans les établissements scolaires, parce qu'on travaille aussi avec le lycée, les écoles et les deux collèges. On les reçoit, on leur refait la morale et aussi parfois aux parents qui ont complètement baissé les bras. Mais, derrière, c'est pas coercitif, on ne peut pas les obliger à faire quoi que ce soit. C'est aussi pour leur droit, parfois, on les renvoie sur l'aide sociale, c'est-à-dire sur le CCAS, parce qu'ils ont peut-être besoin de quelque chose et ils n'ont jamais fait le premier geste pour y avoir droit. On envoie les parents à la maison des parents, parce que c'est des gens qui, pour je ne sais quelle raison, mais ne savent même pas éduquer leurs enfants. On a des gamins qui jouent à la Playstation ou qui regardent la télé jusqu'à trois, quatre heures du mat donc ils ne se lèvent pas pour aller à l'école. Les gamins qui ne vont pas aller à l'école on en a actuellement, je vais dire une centaine, en parlant que des écoles primaires, maternelles et collèges, je ne parle pas du lycée, mais pour nous, ils sont absents parce qu'ils ont déjà au moins une vingtaine de demi-journées d'absence, ceux qui sont en moins, on les connaît pas. Et là, de la même manière, c'est pas coercitif. Pour que ce soit coercitif, il faut que le centre, le procureur de la république, prenne la main, c'est-à-dire que, derrière, il y ait au moins une sanction, un rappel à la loi ou un rappel à l'ordre des parents, des parents qui devraient aller normalement au tribunal mais ça ne se fait plus, ça ne se fait plus depuis une dizaine d'années, le dernier procureur qui a fait ça c'est Monsieur Mari et depuis ça ne se fait plus. Et déjà, rien que le fait de monter au tribunal, de monter à Cambrai, exprès, c'était un choc et maintenant, c'est fini. Maintenant, donc ce sont les conseillers principaux d'éducation qui, normalement, sont là pour prévoir l'éducation pour prévoir les écoles futures, ils passent leur temps à faire de la sécurité, à gérer des conflits. On a aussi un éducateur qui fait partie de la Bouée des jeunes, qui est subventionné par l'État et qui passe ses journées au collège Prévert, à gérer les conflits, 20 heures semaines. Pendant ce temps-là, son travail de rue, il est beaucoup moindre, parce qu'ils n'ont pas assez d'argent pour payer autre chose. Je reviens sur la vidéo alors, certes, c'est un coût de 63, on va passer à 30, plus 30, donc à 93. Il y a le coût des nouvelles caméras, il y a la réparation de certaines qui sont dépassées et puis, après, il y a tout le système informatique qui doit suivre, parce que ça sert à rien d'avoir des nouvelles caméras si, au niveau de la police municipale, on ne peut pas suivre, on ne peut pas récupérer les images.

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur DEVIENNE : Sur les 63, il y en a peut-être une ou deux qui déconne, mais ça marche. Après le prix d'une police municipale alors certes, si on avait beaucoup d'argent oui, pourquoi pas 20, 30. Mais si on veut une police municipale 24/24h 7/7 jours...

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur DEVIENNE : ... Non, non, non, c'est 20 à 25, ça coûte extrêmement cher. Et oui, mais non, ils sont six. Ils sont six, mais il y en a trois qui ne sont pas là.

Monsieur le Maire : Ils vont être bientôt 4.

Monsieur DEVIENNE : Voilà, le quatrième, il est en cours, mais il faut qu'il se désengage de la poste municipale dans laquelle il travaille actuellement.

Monsieur le Maire : De Saint Quentin, on attire tous les agents de Saint Quentin. Bon c'est une amie la Maire de Saint Quentin.

Monsieur DEVIENNE : On a le contrat de ville qui a été signé la semaine dernière, le Sous-Préfet est venu ici le signer avec tous les représentants des administrations qui travaillent avec nous, donc il y avait, j'ai oublié de les citer, il y a aussi les bailleurs immobiliers Promocil, avec qui on travaille quasiment tous les jours, Partenord, Snc, SIGH. Il y avait France travail, il y avait la représentante du Dasen, directeur académique, c'est énormément de boulot la prévention, le problème, c'est que ça se mesure pas. On ne peut pas, on ne peut pas dire combien on a évité de

choses, vous voyez, contrairement à la répression, où on sait combien on a arrêté de personnes, combien on amis de PV, etc, Mais je reviens sur les gamins qu'on a arrêtés, ils étaient 4, quatre arrestations, oui, mais pour autant, derrière, ça a continué, parce qu'ils n'ont pas été punis.

Monsieur le Maire : *Tout à fait.*

Monsieur DEVIENNE : *Et si on en suit les statistiques, qu'elles soient nationales ou locales, dernièrement, c'était la Lieutenante, ça devait être au mois de janvier, qui nous a donné ses statistiques pour l'année 2023, c'est légèrement en baisse, mais on ne parle que de statistiques de délinquance et de crime, et c'est pas ce qui touche Caudry. Ce sont des petites infractions, c'est des contraventions, et ça, ça ne se mesure pas.*

Monsieur le Maire : *On a très peu de cambriolages, on n'a pas de banditisme, on n'a pas, alors atteinte aux biens, c'est des conneries, on passe on casse le rétroviseur, voilà ça leur fait plaisir, on n'a pas d'atteinte aux personnes.*

Madame DESREUMAUX : *Quelques problèmes de drogue, quand même.*

Monsieur le Maire : *Oui, la drogue.*

Monsieur DEVIENNE : *La drogue est surtout liée à l'oisiveté et puis, quasiment une invasion de Lille Roubaix Tourcoing.*

Monsieur le Maire : *Alors, moi après, vous savez, je vais prendre la parole, excuse-moi, Marc, mais il y a deux façons de voir les choses, on parle de drogue à Caudry mais pour une simple et bonne raison, c'est qu'à Caudry on fait le boulot, c'est que les gendarmes y tapent, y tapent, y tapent régulièrement, y lâchent pas le terrain. C'est important. Et d'autres communes, je ne citerai pas, mais qui sont très proches de nous, où le boulot, à mon sens, n'a pas été fait pendant des années et puis, aujourd'hui, elles se retrouvent troisième au classement des points de deal. Nous, on fait le taf, on fait le taf et ça se voit, effectivement, mais le boulot est fait et moi, je salue le travail de nos gendarmes, qui font un travail extraordinaire et qui ont beaucoup de moral, parce qu'effectivement quand vous chopez un gamin, puis que le lendemain, il vous fait un doigt d'honneur parce qu'il a rien eu, je crois, qu'il n'y a rien de pire, il n'y a rien de plus démotivant. Je voulais, excuse-moi, Marc, je me permets, mais je voulais rassurer et puis faire l'annonce à Madame ETHUIN, on s'est battu ici, tous ensemble, avec le Député Guy BRICOUT, pour être lauréat de l'opération 200 gendarmeries de Monsieur DARMANIN donc à Caudry, on va avoir un effectif de gendarmerie supplémentaire et en plus, ça va être super, parce que cette gendarmerie, cette nouvelle gendarmerie supplémentaire, elle va être dans nos bureaux.*

Madame DISDIER : *Mais on le sait ça.*

Monsieur le Maire : *Non, mais je le redis, je le redis, c'est important la pédagogie. Oui, mais ça fait rien, je le redis. Vous, vous l'avez déjà dit qu'on n'a pas assez d'effectifs de police municipale donc moi, je vous redis d'autres choses...*

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : *... attendez, laissez-moi parler Madame ETHUIN, laissez-moi parler, laissez-moi parler, s'il vous plaît. Donc, on a le bâtiment en face, l'annexe 2, il y a la police principale, au rez-de-chaussée, il y a le service informatique et au troisième étage, il y aura, au deuxième étage, il y aura la nouvelle gendarmerie qui va être là qui va pouvoir utiliser notre système de vidéo-protection donc ça va être un gros plus dans notre, dans l'action contre la délinquance ou les incivilités. Après un petit mot sur les apprentis, vous êtes la première à me dire que vous avez du mal à recruter. Les gens ne veulent plus travailler. Vous êtes la première, vous me le dites...*

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : *Ah bon ? Bon ça va, mais voilà...*

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : *Mais oui, les gamins, nous les gamins, on a du mal à en trouver, parce que, ils viennent, ils viennent une journée, ils repartent, ça leur plaît pas, il y a plein, je pense que Madame TRIoux, elle peut parler des chauffeurs qui viennent en immersion puis le jour de commencer, elle est obligée de l'appeler et le gamin dit non, ça ne m'intéresse plus.*

Propos inaudibles Madame DISDIER

Monsieur le Maire : *Oui mais service public c'est le travail...*

Propos inaudibles Madame DISDIER

Monsieur le Maire : *... on le fait mais les gamins n'adhèrent pas.*

Propos inaudibles Monsieur RIQUET

Madame CAILLAUX : *Il y a énormément de jeunes de la mission locale qui viennent et ils ne tiennent pas le coup parce qu'ils ne veulent pas aller aussi dans les écoles qui ne sont pas tout près, un jeune dans le bâtiment...*

Monsieur le Maire : *Oui, c'est ça.*

Madame CAILLAUX : *... doit aller au CFA de Marly.*

Monsieur le Maire : *Et nous c'est ça, c'est CFA du bâtiment. Après nos espaces verts, ils vont à quel endroit ?*

Madame CAILLAUX : *Maintenant, c'est Cambrai.*

Monsieur le Maire : *Cambrai.*

Madame CAILLAUX : *C'est depuis peu Cambrai, c'est depuis un an, Cambrai, c'est que depuis septembre.*

Madame DISIDER : *Qu'est ce qu'on va faire de ces jeunes s'ils ...*

Monsieur le Maire : *... et Madame ETHUIN, chose importante que vous ne savez pas, mais on a un apprenti à la police municipale.*

Madame DISDIER : *Donc c'est l'un des deux que Caudry a alors ?*

Monsieur le Maire : *oui*

Madame CAILLAUX : *Il y en a un aussi en petite enfance.*

Monsieur le Maire : *Ok, merci.*

Propos inaudibles Madame ETHUIN.

Monsieur le Maire : *Ah pardon, parlez dans le micro s'il vous plaît, parce que ça ne va pas être enregistré.*

Madame DISDIER : *Si vous pouviez me répondre sur la question, pourquoi gonfler à bloc un budget primitif, et ça fait déjà plusieurs années que je le remarque, pour, au final, n'en faire que 50 %? Alors, je peux comprendre que certaines actions vont être reportées, etc, mais de passer à 50 %, ça c'est pas normal, je suis désolée. J'aimerais bien vraiment comprendre pourquoi.*

Monsieur le Maire : *On va vous dire tout ça alors donc je vais laisser la parole à Roland qui va vous expliquer, mais grosso modo, par exemple, pour le système de vidéo-protection, on a dû engager une procédure contre l'AMO, parce que l'AMO en fait, l'AMO c'est l'assistant en maîtrise d'ouvrage, donc on le mandate pour faire les études de dossiers de candidature et choisir le meilleur. Il avait choisi un candidat et on a appris que l'AMO vendait le logiciel d'exploitation des caméras à l'autre société. On a dû faire une procédure, ça a pris du temps, autrement nos caméras seraient déjà installées depuis longtemps, donc, pendant tout ce temps, pendant le tout le temps de la procédure, on peut rien faire, ensuite, Roland va vous dire vous dire ça, ensuite, on la conjoncture économique, aujourd'hui, on fait un prévisionnel, on part sur un montant de marché et puis vous le savez, les matériaux explosent, on a des montants qui sont largement supérieurs à ce qu'on a prévu donc on est obligé de renégocier. C'est ce qui s'est passé, par exemple, sur le stade Sandras, on a dû renégocier avec toutes les entreprises parce que le budget explosait. Roland, je vous laisse la parole.*

Monsieur PLISSON : *Bonsoir à toutes et à tous. Effectivement, on a des décalages au niveau de nos investissements, au niveau de tous les chantiers, enfin de certains chantiers. Ça s'explique par exemple, pour la Basilique, le chantier a été arrêté pendant quatre mois en raison des antennes GSM donc forcément, c'est quatre mois où les entreprises ne travaillent pas, elles ne sont pas payées donc il y a un décalage des paiements à hauteur d'environ 340 000 €.*

Monsieur le Maire : *On vous explique, dans toutes les églises de France, il y a des émetteurs de téléphone portable qui sont mis et en fait les gars étaient sur l'échafaudage, vous imaginez, quand ils travaillaient, ils étaient à 1,5m de l'émetteur qui émet sur tout le territoire donc c'était hyper mauvais pour la santé. Il a fallu déplacer les émetteurs et les mettre derrière, sur l'échafaudage derrière eux donc vous imaginez que ça a pris du temps! Il a fallu contacter les opérateurs et faire la modif.*

Monsieur PLISSON : *Concernant le stade Sandras, Monsieur le Maire l'a expliqué, ça nous fait décaler les crédits d'environ 600 000 €. Au niveau des alarmes intrusives, les 165 000 € qui étaient prévus et bien on a essayé d'adapter, il y a un nouveau système qui est sorti pour l'adapter au nouveau décret bacs, en fait on souhaite pouvoir gérer tout ce qui est chauffage, ventilation, y compris l'alarme et le contrôle d'accès par une même plateforme donc ce qui avait été prévu en amont, on a été contraint quand même de s'adapter aux obligations légales. Concernant l'autoconsommation collective, au niveau des bâtiments, il y a une descente de charges dû au poids des panneaux solaires. On doit faire une étude complémentaire au niveau de la structure, donc on décale de 473 000 €, etc, etc, donc on a des reports un peu plus de 3 millions d'euros.*

Monsieur le Maire : *Ça va ? Oui pour les panneaux solaires, vous savez, on a décidé d'équiper huit bâtiments communaux de panneaux solaires, mais il faut vérifier que le poids des panneaux solaires, le bâtiment peut y résister parce que si on met des panneaux solaires sur une salle de sport et que ça s'effondre, je vais aller un petit peu en prison et pas tout seul avec Roland, pas dans la même cellule Roland.*

Monsieur PLISSON : *OK.*

Monsieur le Maire : *Donc Messieurs, dames...*

Madame DESREUMAUX : *... Excusez-moi, excusez-moi, je pourrais prendre la parole ?*

Monsieur le Maire : *Oui*

Madame DESREUMAUX : *A entendre les débats qui viennent de se faire... ah oui... chers collègues, j'aimerais vous applaudir pour le calme avec lequel vous avez écouté Madame ETHUIN, je n'ai pas entendu de ricanement, je n'ai pas entendu de souffle, je n'ai pas entendu tout ça, vraiment, bravo, je vous félicite! Alors, Monsieur, Monsieur BRICOUT, vous baissez les bras ? C'est pas possible! Après tout ce que j'entends, après cette, pardon, ce débat qui vient d'avoir lieu, plus que jamais, on se pose quand même la question, quand on entend dire : ah non, je ne vais pas, je ne peux pas mettre plus de policiers municipaux, je ne peux pas, ce n'est pas de ma faute, c'est la faute du pénal, mais très bien, sauf qu'en fait... en réalité, quand votre*

seule défense, c'est de porter atteinte à ma personne, qu'elle soit physique ou qu'elle soit mentale, je vais le dire, je me pose quand même des questions sur votre argumentation et sur votre ...

Monsieur le Maire : *Allez droit au but Madame, s'il vous plaît, arrêtez de m'attaquer.*

Madame DESREUMAUX : *C'est vous qui m'attaquez Monsieur.*

Monsieur le Maire : *Non c'est vous là.*

Madame DESREUMAUX : *Non, non, j'étais en train de m'exprimer, vous vous permettez d'avoir des propos désobligeants. Alors plus que d'autorité, comme le réclame Madame ETHUIN, pour moi, c'est plus un travail de prévention alors je vous remercie Monsieur DEVIENNE d'avoir fait l'état de ce qui se fait déjà dans la ville mais je peux pas concevoir qu'on remette encore 600 000 € sur 2 ans pour de la vidéo-surveillance et qu'on se dise pas mais non, il faut plus de plus d'humain, plus de personnes, autre que de la police municipale, mais des éducateurs de rue, mais des agents de prévention, ça je ne comprends pas comment on reste bloqué sur cette vidéo-surveillance qui, en plus, comme je l'ai dit la dernière fois...*

Monsieur le Maire : *... Vidéo-protection Madame, ne...*

Madame DESREUMAUX : *... de cette vidéo-surveillance...*

Monsieur le Maire : *non, non, Madame, ce n'est pas...*

Madame DESREUMAUX : *... cette vidéo-surveillance qui...*

Monsieur le Maire : *... Madame, vous mentez encore. On ne met personne derrière les écrans pour surveiller donc arrêtez de dire des bêtises, Madame, c'est de la vidéo-protection, donc arrêtez de mentir.*

Madame DESREUMAUX : *Est-ce que... mais est-ce que je peux m'exprimer ?...*

Monsieur le Maire : *... Est-ce que vous pouvez dire la vérité Madame et arrêtez de....*

Madame DESREUMAUX : *... Est-ce que je peux m'exprimer ? Est-ce que vous pouvez arrêter de me couper à chaque fois?*

Monsieur le Maire : *... Non, non, Madame...*

Madame DESREUMAUX : *... Je vous dérange, je vous dérange à ce point que je ne peux pas m'exprimer ?*

Monsieur le Maire : *... je vous reprends Madame parce que vous mentez, Madame, vous mentez et vous le savez très bien, ce n'est pas de la vidéo-surveillance, tout le monde ici le sait, la vidéo-surveillance, c'est quand on met quelqu'un en permanence derrière les écrans, c'est pas du tout notre cas, Madame donc c'est de la vidéo-protection, c'est-à-dire que quand quelque chose arrive, la gendarmerie a le droit de faire une réquisition sur nos caméras pour regarder ce qui s'est passé. Marc, tu es bien d'accord ? Donc, arrêtez, Madame, s'il vous plaît.*

Madame DESREUMAUX : *Alors, dites-moi en quoi elle protège. Dites-moi en quoi une vidéo protège. Elle ne protège pas, puisque les faits se font, la délinquance se fait.*

Monsieur le Maire : *Le bon terme, Madame, c'est vidéo-protection, ce n'est pas vidéo-surveillance.*

Madame DESREUMAUX : *Mais, dites-moi en quoi elle protège.*

Monsieur le Maire : *Allez, avancez Madame.*

Madame DESREUMAUX : *Alors donc plus que d'autorité c'est bien de la prévention qu'il nous faut dans notre ville, alors voilà moi j'entends oui les enfants, les jeunes, ils font ce qu'ils veulent puisque de toute façon ils ne sont pas punis mais qu'est-ce que la ville, qu'est-ce qu'on a à leur proposer pour éviter qu'ils fassent des bêtises? Comme on vient de le dire. Quand moi, quand je lis la presse et que je vois que Monsieur POIRET, votre ami, Président du Conseil Départemental, baisse les subventions aux communes, baisse le budget de la culture qui, normalement, qui arrête, ...*

Monsieur le Maire : *... Ce n'est pas sujet, Madame ...*

Madame DESREUMAUX : *... qui arrête...*

Monsieur le Maire : *Ce n'est pas le sujet... Merci.*

Madame DESREUMAUX : *... est-ce que je....*

Madame RICHOMME : *... on est hors-sujet.*

Madame DESREUMAUX : *On en est à quoi là ? Quatrième, cinquième interruption de mon propos ?*

Monsieur le Maire : *Oui, parce que ce n'est pas le sujet Madame. C'est pas le sujet donc avancer Madame s'il vous plaît.*

Madame RICHOMME : *Hors sujet.*

Madame DESREUMAUX : *Je vous gêne ?*

Monsieur le Maire : *Non, vous nous embêtez, vous nous gênez pas, vous nous embêtez.*

Madame DESREUMAUX : *Donc quand je vois que, Monsieur POIRET, votre grand ami, baisse les subventions, mets fin au CRIC, le CRIC qui est là pour aider justement sur les territoires, qui est du social, de la culture, qui est justement un outil de prévention aussi, moi, je ne comprends pas, je ne comprends pas comment vous pouvez adhérer à cela. C'est pas possible. Pour revenir à l'investissement, comme vient de le dire Monsieur, je connais pas votre nom de famille, je suis désolée, PLISSON, je vous remercie, comme vient de le dire Monsieur PLISSON, ce qui n'a pas été dépensé les années précédentes le sera forcément, puisqu'on est sur un décalage de la dépense donc encore une fois, vous me dites à moi que je mens mais vous quand vous proposez un budget où vous nous dites : ah j'ai super bien géré mon budget parce que je fais des économies, mais ce sont des dépenses qui auront de toute façon lieu. De plus, est-ce que vous pouvez juste aussi me donner une petite, une petite...*

Monsieur le Maire : *... vous pouvez aller droit au but. Merci.*

Madame RICHOMME : *On va en sortir ?*

Madame DESREUMAUX : *En fait, non, mais ce qui serait bien et ce qui m'aiderait un peu, c'est que vous arrêtiez de m'interrompre à tout va.*

Monsieur le Maire : *Alors, dépêchez-vous Madame.*

Madame DESREUMAUX : *Laissez-moi parler.*

Monsieur le Maire : *On vous demande simplement ça. Vous laissez parler ? S'il y a quelqu'un qu'on laisse parler c'est bien vous.*

Madame DESREUMAUX : *Alors, juste, peut être que Madame DEBOUDT pourra plus me répondre sur la ligne 62-26-8, 62-26-68, pardon, non, non, 62-26-8 et on est sur du 80 000 €, oui pardon,*

excusez-moi, sur...

Monsieur le Maire : *Oui.*

Madame DESREUMAUX : *On est sur du fonctionnement.*

Madame RICHOMME : *Bon, Monsieur le Maire, on va en sortir.*

Monsieur le Maire : *Ouais, si on pouvait se dépêcher un peu.*

Madame RICHOMME : *C'est pénible ça.*

Madame DESREUMAUX : *Bon, je suis allée regarder un peu sur internet, a priori, ce sont des honoraires d'avocat, oui ? Vous prévoyez...*

Propos inaudibles Madame DEBOUDT.

Monsieur le Maire : *Parlez dans le micro s'il vous plaît Madame DEBOUDT qu'on vous entende bien, que ce soit enregistré, ça pourrait être contesté après.*

Madame DEBOUDT : *Dans cette rubrique, on a effectivement une partie honoraires d'avocat mais on a aussi une grosse partie qui concerne la TLPE et le CTR. Le CTR je ne sais pas ce que c'est mais mon voisin va vous le dire.*

Monsieur HISBERGUE J. : *CTR c'est c'est un cabinet qui s'occupe de la gestion de notre TVA à pouvoir récupérer justement et pareil pour la TLPE, c'est pareil, c'est également une mission qu'on donne à un cabinet pour récupérer la TLPE.*

Monsieur le Maire : *Très bien, merci.*

Madame DESREUMAUX : *Je vous remercie de votre réponse. Est-ce que vous êtes capable de me dire combien on prévoit de dépenser en honoraire d'avocat ?*

Monsieur le Maire : *Ça va dépendre de tout.*

Madame DEBOUDT : *C'est une ligne prévisionnelle pour l'ensemble de ces trois postes.*

Madame DESREUMAUX : *Oui, mais donc du coup vous savez plus ou moins...*

Monsieur le Maire : *Non*

Madame DESREUMAUX : *C'est toujours une prévision.*

Monsieur le Maire : *Non, on ne sait pas ce qui va se passer. C'est un budget primitif, Madame donc on ne sait pas forcément ce qui va se passer.*

Madame DESREUMAUX : *Donc vous prévoyez mais sans prévoir en fait, on se dit que, peut être, on va dépenser 80 000 €...*

Monsieur le Maire : *Vous avez peut-être une boule de cristal Madame...*

Madame DESREUMAUX : *... Bon dans tous les cas...*

Monsieur le Maire : *C'est bon vous avez terminé ?*

Madame DESREUMAUX : *Non, j'ai pas terminé, non.*

Monsieur le Maire : *Pathétique.*

Madame RICHOMME : *Monsieur le Maire il y a l'ordre du jour s'il vous plaît.*

Madame DESREUMAUX : *Et donc, en tout cas, sachez que j'aimerais savoir ce qui a été dépensé l'année dernière, en tout cas 2023, sur les frais d'honoraires d'avocat.*

Monsieur le Maire : *Vous étiez à la commission finance, vous prenez plein de notes, c'est le moment de poser des questions, Madame, vous n'avez rien posé. On n'a pas les éléments ici, on ne peut pas vous les donner, on est désolé, on pourra vous les donner plus tard.*

Madame DESREUMAUX : *Oui, comme à chaque fois que vous me promettez des choses et j'ai jamais de réponse.*

Monsieur le Maire : *Ah bon ?*

Madame DESREUMAUX : *Non, non, j'ai pas de réponse.*

Monsieur le Maire : *Écoutez, ça m'étonnerait, à chaque fois que vous avez demandé, on vous a donné.*

Madame DESREUMAUX : *C'est pas vrai.*

Monsieur le Maire : *... Quand même, Madame, je vais poser une question...*

Madame DESREUMAUX : *... J'ai pas terminé, mais je n'ai pas terminé...*

Monsieur le Maire : *... oui mais...*

Madame DESREUMAUX : *... Je n'ai pas terminé...*

Monsieur le Maire : *Ouais.*

Madame DESREUMAUX : *Concernant concernant le CCAS, est-ce que vous pouvez nous rappeler la subvention cette année du CCAS ?*

Monsieur le Maire : *Oui, il n'y a pas de problème.*

Madame BERANGER : *1 300 000 €*

Monsieur le Maire : *1 300 000 €*

Madame DESREUMAUX : *Et pourquoi on est à 1 300 000 ?*

Monsieur le Maire : *Parce qu'on a transféré l'activité de notre SAD et que les gens avaient des comptes épargne temps, les gens avaient des congés, des congés payés à solder, etc, et qu'on a tout payé, voilà tout simplement.*

Propos inaudibles Monsieur RIQUET.

Monsieur le Maire : *Oui et on a absorbé le déficit qu'on avait depuis des années, parce que je vous rappelle que le service d'aide à domicile, c'était à peu près 200 000 € de déficit supplémentaire par an et qu'on était arrivé à 870 000 €, voilà donc on ne pouvait plus durer. Moi, je connais pas une entreprise en France qui fonctionne avec un déficit de 870 000 €, Madame ETHUIN, vous ne connaissez pas ?*

Madame DESREUMAUX : *Donc, on a été capable de combler ce déficit pour donner cette compétence à une entreprise extérieure.*

Monsieur le Maire : *Oui, tout à fait.*

Madame DESREUMAUX : *Une association à but lucratif extérieure.*

Monsieur le Maire : *Oui.*

Madame DESREUMAUX : *Du coup, je me pose quand même la question...*

Monsieur le Maire : *... après, si vous...*

Madame DESREUMAUX : *... sur la chose mais bon, on en reparlera...*

Monsieur le Maire : *... si vous aimez perdre de l'argent Madame, c'est votre droit en gestion mais nous ce n'est notre but de perdre de l'argent Madame, on est des bons gestionnaires et quand il y a un service qui est déficitaire et qui continue à être déficitaire, il faut savoir à chaque heure qu'on prestait, Madame, on perdait 3€ donc à un moment, il faut arrêter, il faut arrêter le massacre. Et donc on a transféré l'activité ça se passe très bien, les agentes sont super contentes, beaucoup gagnent beaucoup plus qu'elles ne gagnaient au SAD de Caudry.*

Monsieur RIQUET : *Et l'association AMF-AD c'est son cœur de métier l'aide à domicile.*

Monsieur le Maire : *Voilà, tout à fait. Avec une méthode particulière qu'on était incapable d'appliquer nous, avec des formations professionnelles qu'on était incapable de faire, nous, dans la fonction publique.*

Madame DESREUMAUX : *Mais attendez, ça faisait combien d'années qu'on avait cette compétence et qu'on faisait cette aide à domicile. On n'était toujours pas pro pour pouvoir gérer ça ?*

Monsieur le Maire : *Non parce que les formations... j'ai l'impression de parler à quelqu'un qui n'a jamais vécu un conseil municipal, qui n'a jamais fait de gestion et qui ne connaît pas la fonction publique, c'est un peu embêtant Madame donc...*

Madame DESREUMAUX : *... Je vais vous demander d'arrêter ce genre de propos.*

Monsieur le Maire : *Non, je ne vais pas arrêter, Madame, parce que c'est le cas et vous le prouvez encore, donc dans la fonction publique, il y a un organisme qui s'appelle le CNFPT, qui a un catalogue de formation qui n'est pas très grand, qui annule régulièrement ces formations et donc voilà on n'a pas pu faire les formations comme on peut le faire dans une association. Faut savoir que l'Afeji c'est combien de salariés le groupe ?*

Propos inaudibles dans la salle

Monsieur le Maire : *3 000. Merci, pour l'animation Liliane, c'est sympa, on passera après avec un chapeau, c'est pour me détendre. Donc l'Afeji c'est une association qui a 3000. C'est bien, Messieurs, dames, le théâtre, vous avez vu, c'est gratuit en plus. On a une association qui a 3 000 salariés et donc qui a un organisme de formation interne et ça se passe très, très bien. C'est des choses qu'on ne savait pas faire nous.*

Madame DESREUMAUX : *Concernant la maison qui a été donnée à l'euro symbolique à Promocil en contrepartie d'une activité sociale et dont on devait, que l'on devait louer, où est-ce qu'on en est de ce dossier ?*

Monsieur le Maire : *Ça avance, ça avance, Promocil va bientôt la rénover, il va faire des petits logements, ça ne sera plus nous, ça va être au Trait d'union.*

Madame DESREUMAUX : *Donc, le Trait d'union qui n'a toujours pas été, qui devait, dont le transfert devait se faire au 1er janvier, qui ne l'est toujours pas?*

Monsieur le Maire : *Non.*

Monsieur RIQUET : *C'est repoussé à fin de l'année. C'est les services de l'État...*

Monsieur le Maire : *... qui sont qui sont en train de regarder. Mais alors par contre, vous voyez, la*

bonne nouvelle, c'est que si on regarde le Trait d'union c'est excédentaire, ça pourrait être une bonne chose. C'est bon ?

Madame DESREMAUX : Alors, du coup, pourquoi est-ce qu'on ne le garde pas ?

Monsieur le Maire : Parce que ça faisait partie de l'accord que nous avons avec l'Afeji, ...

Madame DESREUMAUX : ... alors dites-moi...

Monsieur le Maire : ... je le répète quand même, je vais le redire.

Propos inaudibles Madame DISDIER.

Monsieur le Maire : Oui, bien sûr, donc je vais le dire quand même, l'Afeji est venu nous voir pour nous reprendre notre activité de service d'aide à domicile, en contrepartie, donc ils reprenaient également le Trait d'union, et ils nous ont fait un chèque de 500 000 €.

Propos inaudibles Monsieur RIQUET

Madame DESREUMAUX : Mais pourquoi on explose, pourquoi on explose le budget de...

Monsieur le Maire : ... je viens de vous expliquer Madame...

Madame DESREUMAUX : ... c'est fou ça...

Monsieur le Maire : ... On a soldé les comptes épargne temps, on a soldé les congés payés, Madame, je viens de vous le dire, vous écoutez ou pas ?

Madame DESREUMAUX : Avec 500 000 € de...

Monsieur le Maire : ... Faut écouter un peu...

Propos inaudibles Monsieur RIQUET

Madame DESREUMAUX : On verra l'année prochaine le budget. Par contre, ce...

Madame RICHOMME : ... on va en sortir...

Monsieur le Maire : ... mets un peu de musique Liliane...

Madame DESREUMAUX : ...Ça vous amuse ? Je reviens sur le fait, vous vous enorgueillez d'être très bon gestionnaire en tout cas vous êtes, à mon avis, très mauvais négociateur, parce que si la contrepartie a été de laisser à l'Afeji le Trait d'union qui était lui en positif, là je me pose quand même des questions, voilà.

Monsieur le Maire : Ouais. Avec un excédent de combien sur le trait d'union, on peut regarder mais ... 30 000 €... donc 30 000 € contre un chèque de 500 000 €, ça ce n'est pas de la bonne gestion. C'est bon Messieurs, dames ? Simplement Madame DESREUMAUX je me demande si vous habitez vraiment Caudry parce que vous nous avez dit qu'il n'y avait rien qui était mis en place pour nos gamins, alors j'ai un peu de peine...

Madame DESREUMAUX : ... Ne déformez pas mes propos, je n'ai pas dit ça...

Monsieur le Maire : ... C'est ce que vous avez dit...

Madame DESREUMAUX : ... Mais arrêtez...

Monsieur le Maire : On écouterait l'enregistrement. Bon maintenant, c'est moi qui parle Madame, vous avez eu votre temps de parole, vous avez parlé au moins 20 minutes donc c'est à moi de

parler Madame, s'il vous plaît. Je suis triste, triste pour les travailleurs sociaux, de la Bouée des jeunes, parce que, apparemment, vous dites qu'il n'y a rien alors qu'on a des éducateurs de rue, de la Bouée des jeunes qui font un super boulot mais à priori, vous n'étiez pas au courant qu'il y avait la Bouée des Jeunes à Caudry. Je suis triste, triste pour tous les salariés d'avenir jeunes qui font du lien social comme ce n'est pas possible, voilà très triste que Madame DESREUMAUX ne connaisse pas Avenirs Jeunes. Je suis très triste de savoir que vous ne sachiez pas qu'on a une agent en prévention de la délinquance, en la personne de Fanny CANONE. Je suis triste de savoir que vous n'êtes pas au courant que nous avons une agent en prévention de la santé. Je suis triste que vous ne sachiez pas que Caudry a le label ville active et sportive depuis 2018, que nous avons des équipements sportifs qui font rougir quasiment tout le département. On a des gens qui sont venus dans notre salle de tennis de table qui on dit, on a jamais vu une salle aussi belle. On a un stade où il y a tous les équipements possibles en place, on a dit qu'on va avoir aujourd'hui 10 disciplines sportives sur notre stade. Voilà. On a un cinéma de centre-ville, on va bientôt avoir un multiplexe, mais c'est vrai qu'on ne fait rien pour les jeunes, voilà, merci Madame.

Madame DESREUMAUX : Alors moi je vais vous demander d'arrêter vos larmes de crocodile, parce que c'est absolument pas ce que j'ai dit.

Madame CAILLAUX : L'aide au permis et les forums aussi.

Monsieur le Maire : Oui, bien sûr, oui, les forums emploi qu'on met en place, l'aide au permis, les classes de neige que nous...

Madame DESREUMAUX : ... c'est bien que ce n'est pas suffisant...

Monsieur le Maire : ... c'est bon Madame. Allez, messieurs, dames...

Madame DESREUMAUX : ...C'est pas suffisant et que 600 000 € sur les vidéos surveillance, c'est 600 000 € qu'on pourrait mettre sur la prévention ...

Monsieur le Maire : ... on passe au vote du budget primitif.

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

16. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ BUDGET PRINCIPAL

CONTRIBUTION DE LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DU VAL DU RIOT

Monsieur Matthieu BALEDENT, Conseiller Municipal, soumet à l'approbation du Conseil Municipal, dans le cadre du vote du budget primitif de la commune pour l'exercice 2024, la contribution annuelle de la ville de Caudry au Syndicat Intercommunal d'Aménagement Touristique du Val du Riot. Elle est accordée sous forme de contribution directe inscrite au budget – chapitre 65 – article 65568.

Pour 2024, Monsieur BALEDENT propose d'acter de nouveau la prise en charge directe par le budget communal, de cette contribution, dont le montant s'élève à 1 079 439,63 €.

Madame DISDIER : Si je peux me permettre, pourquoi, avec une somme quand même qu'on nous demande de voter à plus d'un million d'euros, il n'y a pas moyen qu'on nous joigne ce budget. On nous parle d'un budget, on nous demande 1 million d'euros et pourquoi on ne peut pas avoir en annexe le budget du Val de Riot ? Je n'ai jamais compris, c'est pas la première fois qu'on le demande, mais pourquoi on nous le met pas tout simplement dans les délibérations ? 1

million d'euros c'est quand même, c'est de l'argent public, c'est une grosse somme, je ne comprends pas pourquoi, voilà, on nous demande de voter, sans papier, sans rien, une subvention de plus d'un million d'euros donc moi, en ce qui me concerne, ça sera contre, parce que je crois que ça fait plusieurs années qu'on le fait remarquer, effectivement, les finances sont compliquées pour tout le monde et donc un million d'euros c'est une somme énorme, je ne signerai pas un chèque en blanc sans savoir ce que je signe. Merci.

Madame DESREUMAUX : Je rajouterais même: au delà du budget du Val de Riot, c'est aussi un reporting de ce qui a été fait ou pas sur le Val de Riot et ce qu'on envisage de faire. Parce qu'en réalité, encore une fois, on nous demande de faire ce chèque en blanc et puis vous verrez bien, vous n'aurez qu'à aller vous même au Val de Riot et puis vous constaterez vous même ce qui a bougé ou pas.

Monsieur le Maire : C'est bien, ça prouve encore que vous n'habitez pas Caudry, parce qu'il suffit d'y aller au Val du Riot pour voir que ça se développe, c'est tout simple. Alors, je rappelle, le Val de Riot, il a été créé quand même par Jacques WARIN et Gérard DEVAUX en son temps, faut le dire. C'est un héritage. C'est un endroit qui est merveilleux, qui permet à des gens qui n'ont pas de moyen d'aller à la pêche, de faire du sport, des gamins, d'avoir accès à des jeux, de faire du poney pour moindre coût, d'avoir des jeux gonflables, de faire du manège, de faire du trampoline, d'avoir un endroit pour faire des spectacles de plein-air, un magnifique feu d'artifice etc et puis effectivement, ça, c'est une vraie décision politique, on a décidé d'accompagner, avec mes collègues, le développement du Val de Riot, qui va encore se développer avec une salle d'accueil vous avez vu, l'accueil est dans le bas, les gens sont paumés donc on va créer une salle d'accueil pour les groupes parce que quand on a des scolaires ou des centres de loisirs, il n'y a pas de quoi les accueillir, ils sont en plein air, ils peuvent pas poser leurs affaires, etc donc on va créer une aire d'accueil, on va couvrir, comment ça s'appelle, là où les poneys tournent, le manège, je fatigue, nous allons couvrir le manège, on va faire une extension derrière pour les animaux, etc donc ça va vraiment...

Madame DISDIER : Excusez-moi, Monsieur le Maire, mais je n'ai pas du tout critiqué les fonctions ni quoi que ce soit.

Monsieur le Maire : Non mais je vous le dis.

Madame DISDIER : Moi une question, est-ce que vous votez une subvention de plus d'un million d'euros sans avoir de détails ? Vous vous le faites ? Vous vous connaissez, puisque je sais pas vous êtes président ou vice-président, ou vice-vice-président donc ça, vous connaissez mais soyez honnête.

Monsieur le Maire : Oui mais tous les ans...

Madame DISDIER : Pourquoi ... Justement, tous les ans on vous le demande et pourquoi vous nous le mettez pas automatiquement ?

Monsieur le Maire : Madame ETHUIN, tous les ans vous votez la subvention. Tous les ans, vous la votez.

Madame DISDIER : Oui mais là elle augmente. On en était à 800 000 €, là on est à 1 millions.

Monsieur le Maire : Oui, oui...

Madame DISDIER : ... moi, je commence à dire ça fait beaucoup et je veux savoir ce que je vote.

Monsieur le Maire : Donc je viens de vous justifier l'écart qui est voté par rapport aux années précédentes, mais tous les ans, vous les votez, il y a un budget de fonctionnement, il y a des salaires, il y a des fluides, etc.

Madame DISDIER : C'est encore mieux en l'écrivant et en ayant les documents Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : *Oui bon faut le demander avant...*

Madame DISDIER : *Moi je comprends pas, qu'est ce qui vous gêne ?*

Monsieur le Maire : *Vous avez eu Madame DEBOUDT au téléphone pendant une heure tout à l'heure... faut appeler Nicolas MACHUT, faut lui demander.*

Madame DISDIER : *Je suis tout à fait d'accord mais...*

Monsieur le Maire : *... il n'y a pas de soucis....*

Madame DISDIER : *... J'avoue que je n'y ai pas pensé sur le coup, mais, pour être tout à fait honnête, je n'avais pas le rapport parce que je n'ai toujours pas la tablette donc je n'avais pas les autres questions, je n'avais que le budget, mais c'est de ma faute, c'est de ma faute, il n'y a personne en cause, à part moi mais ça n'empêche pas que je n'avais pas les autres questions donc voilà une des raisons pour laquelle je n'ai pas demandé, mais, comme effectivement on le demande tous les ans, pourquoi vous ne prenez pas la décision de le mettre juste dans les rapports chaque année ? S'il vous plaît, merci.*

Monsieur le Maire : *Très bien, c'est noté. Vous notez parce que l'année prochaine... Oui on a voté le budget qu'hier pour le Val de Riot.*

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DISDIER
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX**

**M. le Maire, MME TRIOUX, MME CHATELAIN, M. BRULANT et M. BAUDOUX
ne participent pas part au vote**

**M. DECALION et M. ROUSSEAU ne participent pas au vote
ayant donné procuration à M. le Maire et M. BRULANT**

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services et Monsieur HISBERGUE,
Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

17. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - MODIFICATION :

➤ COMPLEXE SPORTIF SANDRAS

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, rappelle à l'assemblée que lors de sa séance du 13 avril 2023, elle avait approuvé la modification de l'Autorisation de Programme (opération 9008) relative à l'opération « Complexe sportif Sandras ».

La dernière phase de l'opération de modernisation du complexe sportif consiste en la réhabilitation et l'extension des vestiaires, la création d'une placette, d'un terrain de basket 3X3 et de 2 terrains de padel couverts.

Compte-tenu de l'évolution du planning prévisionnel de ces travaux et de leur coût compte-tenu des résultats d'appels d'offres, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le nouveau coût global ainsi que la répartition des crédits de paiement de l'opération comme suit :

N° des AP	INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	MONTANTS DES CREDITS DE PAIEMENT								
Programme			2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
9008	Complexe Sportif Sandras	5 992 226,74 €	1 661 649,77 €	460 023,38 €	1 118 101,07 €	371 482,23 €	102 167,93 €	19 133,44 €	24 390,67 €	784 283,46 €	1 450 994,79 €

- de décider que la présente délibération, une fois exécutoire, annulera et remplacera la délibération du 13 avril 2023 référencée DGS/13-04-2023/Q23

Monsieur le Maire : *Une bonne nouvelle, on a été également lauréat d'une opération, d'un appel à candidature pour les équipements sportifs de proximité et on vous annonce que nous allons bientôt construire donc sur ce complexe sportif, deux terrains de padel couverts, ce qui fera qu'on aura du tennis de table, du padel, c'est très recherché, il y a des gens qui jouent, qui vont aujourd'hui à Valenciennes, Denain, parce qu'il n'y a pas d'équipement dans le secteur, donc on va construire deux terrains de padel. Nous allons, vous le savez, on en a déjà parlé, mais on n'a aucune accessibilité à notre vestiaire, quelqu'un qui est en situation d'handicap ne peut pas descendre les escaliers, c'est pas possible, les escaliers sont comme ça, donc on va construire des vestiaires qui vont être aux normes car les vestiaires ne sont plus aux normes, en plus on a un club qui monte, qui monte, donc à chaque fois les normes évoluent donc on va construire un deuxième vestiaire qui va permettre de faire l'accessibilité donc voilà on aura vraiment un complexe sportif qui sera exemplaire.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

18. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - MODIFICATION :

➤ **BASILIQUE SAINTE MAXELLENDÉ**

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, rappelle à l'assemblée que lors de ses séances du 11 avril 2018, 26 juin 2018, 11 avril 2019, 1^{er} juillet 2020 et 13 avril 2023, elle avait approuvé une Autorisation de Programme (opération 1003) pour les travaux de restauration de la Basilique Sainte Maxellende.

Une étude pour la préservation de ce patrimoine effectuée par le Cabinet d'architecture Brunelle avait en effet fait apparaître la nécessité d'entreprendre des travaux de grande envergure sur cet édifice culturel.

La première phase de travaux a consisté en la mise en sécurité de la Basilique et s'est achevée début 2021.

Le déroulement des tranches ultérieures a connu un décalage.

La tranche optionnelle 2 consistant en la restauration de la nef et des bas-côtés, de la chapelle et des travaux intérieurs est ainsi en cours, son achèvement étant prévu pour fin 2024.

La tranche optionnelle 3 (dernière tranche) concernera quant à elle en 2025 le chevet et le drainage périphérique de l'édifice.

Le Conseil Municipal est ainsi invité à approuver la nouvelle répartition, comme suit, des crédits de paiement de l'autorisation de programme 1003 – Basilique Sainte Maxellende d'un montant global de 4 817 961,21 € TTC qui annulera et remplacera la délibération DGS/13-04-2023/Q22 du 13 avril 2023 dès que la présente délibération sera devenue exécutoire :

N° des AP	INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	MONTANTS DES CREDITS DE PAIEMENT						
Programme			2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1003	Basilique Saint-Maxellende	4 817 961,21 €	139 720,53 €	755 759,77 €	416 019,81 €	44 426,05 €	532 777,69 €	769 825,94 €	2 159 431,42 €

Monsieur le Maire : *Très bien, Marc merci. Donc ça, c'est la 4ème phase de notre basilique qui, vous le savez, était en mauvais état, puisqu'elle avait une mérule, elle prenait l'eau et donc en plus, c'est un monument qui est classé, il était important de mettre en place ces travaux qui vont bientôt se terminer.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Madame DESREUMAUX : *Alors, pour éviter que vous fassiez encore un petit sous-entendu, je ne peux pas voter contre un budget et voter pour une autorisation de programme de crédit donc c'est totalement en pure cohérence...*

Monsieur le Maire : *Oui, vous avez...*

Madame DESREUMAUX : *... que je m'abstiens.*

Monsieur le Maire : *Oui, vous n'avez pas voté aujourd'hui, contre, abstention.*

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

19. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - MODIFICATION :

➤ **SALLE JACQUES SECRETIN**

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, rappelle que le projet de réhabilitation de la salle de sports Jacques Secrétin a débuté en 2021 pour s'achever en 2023.

Afin de pouvoir procéder au paiement du solde des travaux prévu en 2024, il convient d'entériner le décalage du calendrier d'exécution de la dépense via l'adoption par le Conseil Municipal du tableau modifié ci-joint relatif à l'Autorisation de Programme n° 9021 et à la répartition des crédits de paiement correspondants.

Cette délibération annulera et remplacera la délibération DGS/13-04-2023/Q24 dès que la présente délibération sera devenue exécutoire.

N° des AP	INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	MONTANTS DES CREDITS DE PAIEMENT			
Programme			2021	2022	2023	2024
9021	Salle Jacques Secrétin	2 109 175,11 €	51 003,54 €	1 296 917,17 €	708 783,39 €	52 471,01 €

Monsieur le Maire : *Donc c'est un solde à payer les 52 000 €.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

20. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - MODIFICATION :

➤ ATTRACTIVITÉ DU CENTRE VILLE

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, rappelle à l'assemblée que lors de sa séance du 13 avril 2023, elle avait approuvé une Autorisation de Programme (opération 9018) pour le projet d'aménagement urbain lié à l'attractivité du Centre-Ville.

Ce projet consiste en l'amélioration des accès au centre-ville et notamment à la future maison de santé, à l'amélioration du carrefour République / Maréchal Leclerc favorisant ainsi l'accès au Musée des dentelles et broderies.

Ce projet prévoit en outre de traiter les abords du Musée par la requalification du parking de la place des Mantilles en l'intégrant dans un écrin végétal.

Ce parcours d'aménagement et d'embellissement de la commune depuis la rue Léon Blum comprend enfin l'amélioration de la visibilité et des accès au parking Aristide Briand.

Compte-tenu de l'évolution du planning prévisionnel de ces travaux et de leur coût, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le nouveau coût global ainsi que la répartition des crédits de paiement de l'opération comme suit :

N° des AP	INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	MONTANTS DES CREDITS DE PAIEMENT	
Programme			2023	2024
9018	Coeur de Ville	2 356 466,44 €	1 000 000,00 €	1 356 466,44 €

- de décider que la présente délibération, une fois exécutoire, annulera et remplacera la délibération du 13 avril 2023 référencée DGS/13-04-2023/Q25

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS 1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

21. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - CRÉATION

➤ VIDÉOPROTECTION

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, expose :

La Ville de CAUDRY envisage de poursuivre le déploiement de la vidéo-protection sur son territoire.

26 nouvelles implantations sont envisagées à ce stade en concertation avec la police municipale, la gendarmerie nationale et le référent sûreté du groupement de gendarmerie, pour la première phase de l'extension qui débutera en 2024.

Une deuxième phase suivra en 2025.

Le marché concernant la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage complète de l'évolution, l'amélioration, l'extension et les maintenances associées du système de vidéo-protection urbaine est en cours d'attribution. Il s'agira pour le candidat retenu de procéder à la réalisation du diagnostic du système existant et à la prise en compte des besoins définis par le comité de pilotage.

Cet état des lieux conduira à des propositions techniques et financières qui permettront d'affiner le programme de travaux.

Monsieur DEVIENNE propose au Conseil Municipal :

- d'approuver la création d'une autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement du programme 9733 – Vidéo-protection – pour un montant global de 600 000 € TTC répartis comme présenté dans le tableau ci-après :

N° des AP Programme	INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	MONTANTS DES CREDITS DE PAIEMENT	
			2024	2025
9733	Vidéo-protection	600 000,00 €	168 000,00 €	432 000,00 €

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE: MME DESREUMAUX**

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

22. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - CRÉATION

➤ RÉHABILITATION DE L'ÉCOLE CONDORCET

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, expose :
L'école Condorcet est située dans la zone de quartier prioritaire de la Ville (QPV).

Un projet de réhabilitation complète de cette école est envisagé englobant l'amélioration de l'acoustique, le traitement du renouvellement de l'air, l'optimisation de l'éclairage ainsi que la mise en accessibilité du site.

Une mission de maîtrise d'œuvre est en cours de lancement afin de démarrer les études sur 2024.

Aussi, Monsieur DEVIENNE propose au Conseil Municipal :

- d'approuver la création d'une autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement du programme 9024 –Réhabilitation de l'école Condorcet – pour un montant global de 1 890 000 € TTC répartis comme présenté dans le tableau ci-après :

N° des AP	INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	MONTANTS DES CREDITS DE PAIEMENT		
Programme			2024	2025	2026
9024	Réhabilitation de l'Ecole Condorcet	1 890 000,00 €	200 000,00 €	800 000,00 €	890 000,00 €

Monsieur le Maire : *Également, une bonne nouvelle pour l'école Condorcet, l'école a des menuiseries qui datent de très longues années, qui n'ont pas de ponts thermiques donc il y a beaucoup de condensation, c'est pas bon pour nos enfants et donc il convient et important de rénover cette école et donc, on en va pas vendre la peau d'ours mais on a contacté le Sous-Préfet à ce sujet, vous savez que les écoles, forcément pour l'État c'est sacré et donc on devrait avoir une belle, très belle participation de l'État sur la rénovation de l'école Condorcet.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Monsieur le Maire : *Madame DESREUMAUX, Abstention. Rénovation d'école.*

Madame DESREUMAUX: *J'ai expliqué pourquoi je m'abstenais donc arrêtez, arrêtez vos sous-entendu.*

Monsieur le Maire : *Très bien, Madame. Non mais c'est bien, c'est noté tout ça.*

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

23. EXAMEN DES DEMANDES DE SUBVENTIONS 2024 AUX ASSOCIATIONS

Madame Ophélie DEMARQUE, Conseillère Municipale, expose :

Les différentes commissions municipales chacune en ce qui la concerne, puis en date du 28 Mars 2024, la commission des finances, gestion et prospective budgétaire, ont examiné les demandes de subventions aux associations locales et extérieures pour l'année 2024 et ont formulé leurs avis sur lesdites demandes.

Suivant leurs préconisations, Madame DEMARQUE propose :

→ d'accorder les subventions telles que figurant dans les tableaux joints en annexe.

Les crédits correspondants sont prévus au BP de l'exercice 2024.

Monsieur le Maire : *Messieurs, dames, du public, pour que vous soyez au courant, donc quand on vote les subventions, on réunit les commissions. Par exemple, il y a la commission sport, qui fait un gros travail, qui va étudier chaque dossier, avec le nombre de licenciés, le nombre de licenciés caudréziens, l'autofinancement etc, et tout ça, c'est voté en commission sport. On a les subventions aux associations sportives qui ont déjà été votées. On va vous épargner tout ça, parce que autrement on est là jusque 2h du matin. Par exemple, après, il y a d'autres, il y a la culture, ça a été voté en commission culture. Tout le monde participe, la majorité et l'opposition. On va vous épargner tout ça. Et effectivement, Messieurs, dames, regardez bien, si vous faites partie de l'exécutif d'une association, président, vice-président, secrétaire, secrétaire-adjoint, trésorier, etc vous ne prenez pas part au vote, et si vous faites partie d'un syndicat pareil, vous ne prenez pas part au vote. Ça marche ?*

**☆ EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES « PERSONNEL ET SYNDICAT » - ANNÉE 2024**

Nom de l'association	Avis de la commission Finances	CONSEIL MUNICIPAL	
		Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Amicale du Personnel Municipal	30 000 €	30 000 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Syndicat CGT	300 €	300 €	ADOPTÉ À LA MAJORITÉ 1 CONTRE : MME DISDIER
Syndicat FO	300 €	300 €	
Syndicat CFDT	300 €	300 €	
Syndicat AFOC (Consommateurs FO)	100 €	100 €	
Association SPAC	500 €	500 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES CULTURELLES -ANNÉE 2024**

Nom de l'association	Avis de la commission compétente	Avis de la commission Finances	CONSEIL MUNICIPAL	
			Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Association des Géants de Caudry	500 €	500 €	500 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Association "A Croche Coeur"	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
Association "Photo Passion"	1 400 €	1 400 €	1 400 €	
Association "Question pour un Champion"	100 €	100 €	100 €	
Office Municipal de la Culture	17 000 €	17 000 €	17 000 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS Mme BERANGER et Mme DENIZON ne prennent pas part au vote Mme NAVEZ ne prend pas part au vote ayant donné procuration à Mme BERANGER
Club d'Astronomie Caudrésien	150 €	150 €	150 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Association des Parents d'élèves de l'Ecole de Musique	1 500 €	1 500 €	1 500 €	
Harmonie Municipale - Batterie - Fanfare	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
Orchestre des Jeunes Caudrésiens	2 000 €	2 000 €	2 000 €	
Amicale Laïque	6 000 €	6 000 €	6 000 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M. CHMIELEWSKI ne prend pas part au vote Mme DAUCHET ne prend pas part au vote ayant donné procuration à M. CHMIELEWSKI

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES « TOURISME ET PATRIMOINE » - ANNÉE 2024**

Nom de l'association	Avis de la commission compétente	Avis de la commission Finances	CONSEIL MUNICIPAL	
			Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Caudry Hier et Aujourd'hui	300 €	300 €	300 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Caudry Histoire & Patrimoine	300 €	300 €	300 €	

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES CARITATIVES - ANNÉE 2024**

Nom de l'association	Avis de la commission compétente	Avis de la commission Finances	CONSEIL MUNICIPAL	
			Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Amicale des Donneurs de Sang	600 €	600 €	600 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Avenir Jeunes	130 000 €	130 000 €	130 000 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M. BAUDOUX ne prend pas part au vote
Association "Conseils et Finances Familiales"	675 €	675 €	675 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Unité Locale de la Croix Rouge	2 000 €	2 000 € + 2 000 € aide au transport	2 000 € + 2 000 € aide au transport	
Association "Scouts et Guides de France"	250 €	250 €	250 €	
FNATH	750 €	750 €	750 €	
Secours Catholique	330 €	330 €	330 €	
Cambrésis Ressources	1 000 €	1 000 €	1 000 €	
Les pt'ites mains de l'ombre	150 €	150 €	150 €	

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES PATRIOTIQUES – ANNÉE 2024**

Nom de l'association	Avis de la commission compétente	Avis de la commission Finances	CONSEIL MUNICIPAL	
			Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Souvenir Français	550 €	550 €	550 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M. RIQUET ne prend pas part au vote
Médaillés Militaires	250 €	250 €	250 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
FNACA : Association des Anciens d'Algérie	950 €	950 €	950 €	ADOPTÉ À LA MAJORITÉ 1 CONTRE : Mme DISDIER
UNC Caudry	450 €	450 €	450 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Porteur de la mémoire ANZAC DAY	500 €	500 €	500 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Honneur et Patrie	150 €	150 €	150 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES « SENIORS ET RETRAITES » - ANNÉE 2024**

Nom de l'association	Avis de la commission compétente	Avis de la commission Finances	CONSEIL MUNICIPAL	
			Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Amicale des Retraités Municipaux	23 000 € (dont 5 000 € versés en mars)	23 000 € (dont 5 000 € versés en mars)	23 000 € (dont 5 000 € versés en mars)	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Seniors Actifs	2 500 €	2 500 €	2 500 €	
Retraités FO	100 €	100 €	100 €	
Association caudrésienne des retraités	2 500 €	2 500 €	2 500 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS Mme PLUCHART ne prend pas part au vote Mme PRUVOT ne prend pas part au vote ayant donné procuration à Mme PLUCHART

**★ EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES « LOISIRS » - ANNEE 2024**

Nom de l'association	Avis de la commission Finances	CONSEIL MUNICIPAL	
		Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Société de Chasse	300 €	300 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Local Unique Caudrésien	500 €	500 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Le Club des Jardiniers	300 €	300 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M. MARIN ne prend pas part au vote
Caudry Rétro Passion	300 €	300 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Les chiens et chats du sourire	150 €	150 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M. MARIN ne prend pas part au vote
Les tontons rockeurs	300 €	300 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
MD Sécurité	0 €	0 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

**★ EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES SPORTIVES - ANNÉE 2024**

Nom de l'association	Avis de la commission compétente	Avis de la commission Finances	CONSEIL MUNICIPAL	
			Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Fitness GEA	1 000 €	1 000 €	1 000 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS Mme BERANGER et Mme DAUCHET ne prennent pas part au vote Mme NAVEZ ne prend pas part au vote ayant donné procuration à Mme BERANGER
GVM – Gym Volontaire Masculine	200 €	200 €	200 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Esquiss	800 €	800 €	800 €	
Tennis Club caudrésien	200 €	200 €	200 €	
Club Cynophile Caudrésien	600 €	600 €	600 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M. MARIN ne prend pas part au vote
La Pétanque Caudrésienne	200 €	200 €	200 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
La Carpe Caudrésienne	400 €	400 €	400 €	
Ecole de Pétanque	250 €	250 €	250 €	
Caudry HandBall Club	18 000 €	18 000 €	18 000 €	
Caudry Basket Club	4 000 €	4 000 €	4 000 €	
Caudry GRS	4 000 €	4 000 €	4 000 €	
SN4C	6 000 €	6 000 €	6 000 €	
Sainte Maxellende Gym	8 500 €	8 500 €	8 500 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M. BAUDOUX ne prend pas part au vote
Aïkido Caudry	900 €	900 €	900 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Judo Caudry	700 €	700 €	700 €	
UCA	10 000 €	10 000 €	10 000 €	
Canicross	400 €	400 €	400 €	
Les diablesses	150 €	150 €	150 €	
Sports et Aventures de Montagne Club d'escalade	400 €	400 €	400 €	
Esprit Martial Caudry	200 €	200 €	200 €	

**☆ EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES SPORTIVES AVEC HAUT NIVEAU - ANNÉE 2024**

Nom de l'association	Avis de la commission compétente				Avis de la commission des finances				Décision du Conseil Municipal				
	Fonctionnement	Haut-Niveau N1	Haut-Niveau N2	Total	Fonctionnement	Haut-Niveau N1	Haut-Niveau N2	Total	Fonctionnement	Haut-Niveau N1	Haut-Niveau N2	Total	Vote
AL Caudry Volley Ball	16 000 €	79 855 €		95 855 €	16 000 €	79 855 €		95 855 €	16 000 €	7 985 €		95 855 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Tir Sportif caudrésien	1 250 €	5 000 €	-	6 250 €	1 250 €	5 000 €	-	6 250 €	1 250 €	5 000 €	-	6 250 €	

SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT – ENSEIGNEMENT Année 2024

Nom de l'association	Avis de la commission compétente	Avis de la commission Finances	Conseil Municipal	
			Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Coopérative Scolaire Jean Monnet	550 €	550 €	550 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Coopérative Scolaire Jacques Prévert	550 €	550 €	550 €	
Coopérative Scolaire Ecole Maternelle Françoise Dolto	318 €	318 €	318 €	
Coopérative Scolaire Ecole Maternelle Jean Lebas	200 €	200 €	200 €	
Coopérative Scolaire Ecole Maternelle Jules Ferry	208 €	208 €	208 €	
Coopérative Scolaire Ecole Maternelle Batisse et Laïte	182 €	182 €	182 €	
Coopérative Scolaire Ecole Primaire Janssoone	428 €	428 €	428 €	
Coopérative Scolaire Ecole Primaire Jean Macé	464 €	464 €	464 €	
Coopérative Scolaire Ecole Primaire Paul Bert	384 €	384 €	384 €	
Coopérative Scolaire Ecole Primaire Condorcet	270 €	270 €	270 €	
Coopérative Scolaire Ecole Sainte Maxellende (Maternelle et Primaire)	390 €	390 €	390 €	

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS EXTERIEURES ET
D'UTILITE PUBLIQUE – ANNEE 2024**

		Conseil Municipal	
Nom de l'association	Avis de la commission Finances	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Société d'Entraide des membres de la Légion d'Honneur	120 €	120 €	ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Association des Paralysés de France	400 €	400 €	
Institut Pasteur	150 €	150 €	
SOS Villages d'Enfants	180 €	180 €	
ADAPT	130 €	130 €	
Les Papillons Blancs du Cambrésis	130 €	130 €	
Institut de Recherche sur le Cancer	1 000 €	1 000 €	
AFM Téléthon	1 500 €	1 500 €	

Madame DSIDIER : *Est-ce que vous pouvez nous redire le nombre d'adhérents à l'association caudrésienne des retraités s'il vous plaît.*

Madame PLUCHART : *Actuellement 320. Il y a eu jusque 500 personnes maintenant c'est entre 320 et 350.*

Madame DISDIER : *Et ils ont d'autres ressources ?*

Madame PLUCHART : *ça dépend. C'est à l'ACR que vous voulez savoir ?*

Madame DISDIER : *Non, non, à l'association caudrésienne des retraités.*

Monsieur le Maire : *Bah c'est ça.*

Madame DISDIER : *Ils ont d'autres ressources ?*

Monsieur le Maire : *la ville ?*

Madame DISDIER : *Non non pas la ville.*

Monsieur le Maire : *Les retraités municipaux ?*

Madame DISDIER : *Non l'ACR.*

Monsieur le Maire : *Donc c'est ce qu'elle vient de dire.*

Madame DISDIER : *Oui mais je demande s'ils ont d'autres ressources.*

Monsieur le Maire : *Non*

Madame DISDIER : *Disons que ça me choque, ça m'a toujours choqué la différence, effectivement, entre l'association des retraités normaux caudrésiens et les retraités municipaux, voilà et en retraités municipaux il y a combien d'adhérents ?*

Madame BERANGER : *Une centaine peut-être.*

Madame DISDIER : *Donc 3 fois moins....*

Monsieur le Maire : *Oui, mais les gens, Madame ETHUIN, les gens qui sont à l'ACR ils avaient travail, ils ont peut-être une amicale des retraités.*

Madame DISDIER : *Ah parce que les retraités municipaux n'avaient pas de travail ?*

Monsieur le Maire : *Mais si, mais si mais ils peuvent avoir une amicale des retraités de, je sais pas, la SICÔS par exemple, la SICÔS il y a une amicale des retraités. Ils ont bien plus que nous, que les gens de la ville, voilà. C'est bon, on continue Messieurs, dames.*

Madame DISDIER : *Excusez-moi Monsieur le Maire, vous n'avez pas parlé du personnel et syndicats.*

Monsieur le Maire : *Si on est passé.*

Madame DISDIER : *D'accord, donc je voterai contre la CGT, la FO, la CFDT, l'AFOC et puis c'est tout.*

Monsieur le Maire : *C'est déjà pas mal.*

Madame DISDIER : *C'est ça que vous êtes passé vite.*

Monsieur le Maire : *Non du tout, non du tout, c'est parce que je commence à fatiguer.*

Madame DESREUMAUX : *Est-ce que force ouvrière Buitoni est au courant que vous ne votez pas sa subvention?*

Madame DISDIER : *Complètement Madame, je ne m'en suis jamais cachée, de toute façon, ça apparaît, c'est public, donc il n'y a pas de soucis et ce n'est pas ce qui les a empêchés de me contacter quand Buitoni a eu des difficultés, vous voyez ce n'est pas moi qui suis allée les voir, c'est eux qui sont venus me voir, Madame DESREUMAUX ne vous en déplaît.*

Monsieur le Maire : *Par contre, on n'a pas vu Madame DESREUMAUX.*

Madame DISDIER : *Oui, effectivement vous on ne vous a pas vu beaucoup.*

Madame DESREUMAUX : *Pour les Papillons blancs, il n'y a personne autour de cette table qui est touché d'une manière ou d'une autre ?*

Monsieur le Maire : *Non, non.*

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : *Non, non, mais c'est pas ça, c'est pas ça, mais on le sait très bien. Elle me fait un grand sourire c'est parce que j'ai travaillé aux papillons blancs, voilà. Tout à fait. Oui, j'ai*

travaillé six mois, Messieurs dames, six mois à mi-temps par rapport à mon expérience commerciale, effectivement, le Président des Papillons Blancs, qui avait besoin de donner un coup de boost à son association, m'a demandé de faire une pige, ils sont très heureux et je peux même vous dire, Dominique je peux me permettre de le dire ? Donc Dominique a découvert les ateliers mécaniques des Papillons Blancs et aujourd'hui, tu faisais tes pièces ou ? En Pologne ?

Monsieur CHMIELEWSKI : *(Début propos inaudible) actuellement nous donnons du travail à x personnes des Papillons Blancs.*

Monsieur le Maire : *Voilà et c'est moi qui ai mis en contact Dominique, Madame DESREUMAUX et on donne du travail à 11 personnes handicapées. C'est beau ?*

Madame DESREUMAUX : *... Il n'y avait pas un projet d'installation des Papillons Blancs sur la ville ? Il n'y avait pas un terrain ou quelque chose comme ça, je me souviens plus, d'installation des Papillons Blancs sur la ville ?*

Monsieur le Maire : *... se souvient plus, alors. On a la chance d'avoir aussi l'APAJH qui se développe sur notre territoire, qui apprécie Caudry. Après, si ça vous embête faut nous le dire. Voilà, ça c'est fait moi je n'ai rien à cacher. Vous irez au tribunal administratif Madame, comme d'habitude, porter plainte aussi.*

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

24. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – VOLLEY-BALL CAUDRY

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose que l'équipe féminine de Volley-Ball de Caudry est montée en Nationale 3.

A ce titre, Monsieur COLLIN, président de l'association a sollicité la commune en vue d'obtenir une subvention exceptionnelle.

Suite à l'avis favorable de la commission des sports réunie le 22/03/2024 et de la commission des finances du 28/03/2024, Monsieur DOYER propose au Conseil Municipal :

- d'accorder une subvention exceptionnelle de 6 000 € à l'association Volley-Ball Caudry.

Les crédits correspondants sont prévus au budget primitif 2024 – Article 6574.

Monsieur DOYER : *Alors ces 6 000 €, en quelque sorte, vont être un rattrapage de la saison sportive passée où l'équipe féminine était montée en national 3 en cours d'année et c'est quelque chose qui correspond à peu près mais les années suivantes, ce sera corrigé, qui correspond à peu près à la convention qui lie la commune avec le club de Volley Ball, une équipe qui monte en national 3 touche normalement 7 100 €, ce qui représente environ presque la moitié du budget supplémentaire pour évoluer à ce niveau-là et donc comme les équipes masculines, l'équipe féminine bénéficier d'abord d'une convention et ensuite de cette somme annuelle, restera à voir maintenant si elle monte dans les tours les années suivantes, mais nous aura l'occasion d'en reparler. C'est en quelque sorte, la subvention est exceptionnelle, mais dans le budget des associations qui vient de passer, vous avez pu le voir, que le Volley Ball féminin va bénéficier d'une convention et va toucher 7 100 € pour l'année sportive suivante, c'est donc un rattrapage.*

Monsieur le Maire : *Merci, bon je tenais à le signaler mais tu pouvais le dire aussi Claude, mais c'est vrai que le Volley ball est un club qui a un autofinancement important, qui se bouge vraiment, avec les lotos, etc, qui se bouge vraiment pour récupérer de l'argent, qui ne vit pas qu'avec de l'argent de la collectivité.*

Monsieur DOYER : *C'est sûr que, quand on regarde les chiffres, le Volley ball est gros consommateur de subvention, mais c'est sûr aussi qu'il se bouge et par proportion, si on calcule une proportion qui n'a pas beaucoup de sens, par rapport à certains clubs qui, bien sûr, n'ont pas le club du volley, qui n'ont pas le niveau de l'investissement du volley, il y a des clubs qui sont avec des budgets prévisionnels à 10 ou 15 000 €, avec 0 autofinancement, alors que le volley est à plus de 120 000 € de financement, bien sûr par rapport à son budget total, c'est loin de faire le compte mais incontestablement, il montre l'exemple dans ce domaine là, mais d'autres clubs également et lors des assemblées générales, Monsieur le Maire, j'ai bien respecté vos directives, c'est-à-dire que j'insiste beaucoup sur la capacité d'autofinancement, les clubs doivent s'organiser pour non seulement avoir de nouveaux licenciés, mais également intéresser les familles, intéresser les joueurs eux-mêmes.*

Monsieur le Maire : *On a reçu, vous avez, pendant le tournoi international de football, on avait reçu des équipes belges, on les a reçus en salle du conseil il y a quelques années, et les belges disaient qu'ils avaient 0€ de la mairie. C'est les parents qui se débrouillent pour aller voir les entreprises pour avoir les financements.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

25. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – SPORTS NAUTIQUES DU CAUDRESIS-CATESIS (SN4C)

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose qu'un nageur des Sports Nautiques du Caudrésis-Catésis a participé aux championnats de France à Chalon-sur-Saône le week-end du 15 au 18 Décembre 2023.

A ce titre, la présidente de l'association a sollicité la commune en vue de l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour financer une partie des dépenses liées à ce déplacement.

Le coût total du déplacement s'est élevé à 1 240 € et une participation a été demandée aux parents.

Suite à l'avis favorable de la commission des sports réunie le 22/03/2024 et de la commission des finances du 28/03/2024, Monsieur DOYER propose au Conseil Municipal :

- d'accorder une subvention exceptionnelle de 200 € aux Sports Nautiques du Caudrésis-Catésis.

Les crédits correspondants sont prévus au budget primitif 2024 – Article 6574.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur DOYER : *Ce jeune nageur est originaire du Pommereuil, ses parents participent financièrement au fonctionnement de la SN4C qui, comme son nom l'indique concerne la communauté de communes, mais qui n'est subventionnée que par la ville de Caudry et d'autre part, ce jeune homme, donc c'est en natation 4 nages je crois, a terminé 4ème aux Championnats de France, ce qui peut, à tout point de vue, susciter sa fierté et celle de ses parents, mais également celle de son club qui, alors qu'il a été fermé presque pendant deux ans, complètement, d'abord à cause du Covid puis ensuite à cause des fuites qui maintenant sont réparées, bien qu'il y a encore eu quelques petits accidents et bien malgré ces fermetures, le club a largement récupéré ses licenciés et même l'a augmenté très sensiblement, il ne fait pas partie des qui ont... et bien cette participation aux championnats de France fait partie de cette émulation du sport et c'est une bonne chose de pouvoir encourager, d'aider les enfants, les adultes, c'est une autre affaire.*

Monsieur le Maire : *Et, je voulais vous donner deux informations importantes, Messieurs, dames, c'est que la section Hand ball de notre collège Prévert est championne inter académie, ils vont faire les championnats de France, ils vont aller aux championnats de France académiques donc je pense qu'on peut les applaudir.*

Applaudissements

Monsieur le Maire : *Et ensuite, les filles de la section danse UNSS du lycée Jacquard sont championnes de France. Non, elles sont également championnes inter académique et elles vont partir aux championnats de France donc on peut également les applaudir.*

Applaudissements

Monsieur le Maire : *Il y en a pour les filles et les garçons, c'est une bonne chose.*

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

26. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – ASSOCIATION TOUR DE FRANCE A CAMBRAI

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose :

Dans le cadre de sa randonnée annuelle « C'est mon Cambrésis », l'association Tour de France à Cambrai a sollicité la commune en vue de l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 1 000 €.

Pour rappel, la ville de Caudry est partenaire depuis l'origine de cette manifestation cyclotouriste familiale.

Eu égard à l'animation offerte dans le Cambrésis et suite à l'avis favorable de la commission des sports réunie le 22/03/2024 et de la commission des finances, Monsieur DOYER propose au Conseil Municipal :

- d'accorder cette subvention de 1 000 € à l'association Tour de France à Cambrai.

Les crédits correspondants sont prévus au BP de l'exercice 2024 – Article 6574.

Monsieur DOYER : *(Début de propos inaudibles) ni la course à pied, ni la natation, par exemple, ne peuvent donner, ni l'automobile d'ailleurs, un automobiliste ne sait pas qu'on grimpe une côte à la sortie de la vallée de la selle, un cycliste le sait, et ça fait partie de la connaissance du paysage et de notre patrimoine. On peut voir nos églises, nos calvaires, nos monuments morts et nos bas-côté et voir comme certaines communes qui dépassaient Caudry dans le temps sont largement en retard par rapport à nous dans leur développement.*

Monsieur le Maire : *Très bien, merci, Docteur.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

Madame DESREUMAUX : *Pour, excusez-moi, pour revenir aux Papillons Blancs, c'était l'imprimerie Lelievre qui avait été rachetée par les Papillons Blancs.*

Monsieur le Maire : *Oui et alors ?*

Madame DESREUMAUX : *Savoir où est-ce que... comment ça fonctionne?*

Monsieur le Maire : *Ils ne se sont pas installés sur Caudry, je ne vois pas quel est le problème.*

Madame DESREUMAUX : *D'accord, ok, merci.*

Monsieur le Maire : *Il y a une entreprise qui s'appelle Baelz qui s'est installée et je ne vois pas ce que ça vient faire là-dedans Madame.*

27. PARTICIPATION À UNE COMPÉTITION DE COIFFURE – OCTROI D'UNE BOURSE EXCEPTIONNELLE

Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire, expose :

Monsieur le Maire a été saisi d'une demande d'accompagnement financier par une jeune caudrésienne, Madame Audrey VILETTE, dans le cadre de sa participation aux championnats de France puis au championnat du monde le 13 octobre 2024 à Paris.

La Commission des Finances au cours de sa séance du 28 mars 2024, a émis un avis favorable au versement d'une bourse exceptionnelle d'encouragement de 500,00€ à Madame Audrey VILETTE.

Pour information, un montant identique avait été accordé en 2023.

Madame TRIoux propose au Conseil Municipal d'accorder cette bourse de 500 €.

Les crédits sont prévus au Budget Primitif de l'exercice 2024 – article 65131.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

28. PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCOLE PRIVÉE SAINTE MAXELLENDÉ – VERSEMENT À L'OGEC SAINTE MAXELLENDÉ AU TITRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2023-2024

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller Municipal, rappelle que la participation de la commune aux dépenses de fonctionnement de l'école privée Sainte Maxellende constitue une dépense obligatoire.

Depuis 1990, date de la signature d'une convention entre l'Etat et l'OGEC Sainte Maxellende, organisme de gestion de l'école privée Sainte Maxellende, la Ville de Caudry participe financièrement aux dépenses de fonctionnement de cette école.

Le montant de la contribution s'évalue à partir des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et du calcul du coût moyen d'un élève du public au cours de l'année scolaire précédente, appliqué au nombre d'enfants caudrésiens fréquentant les classes élémentaires et maternelles de cette école.

Pour l'année scolaire en cours, 48 enfants caudrésiens fréquentent l'école maternelle et 65 l'école élémentaire.

Le coût moyen d'un élève en école maternelle a été fixé à 985,81 € soit une participation communale de $985,81 \text{ €} \times 48 = 47\,318,88 \text{ €}$;

Le coût moyen d'un élève en école élémentaire a été fixé à 377,85 €, soit une participation communale de $377,85 \text{ €} \times 65 = 24\,560,25 \text{ €}$;

ce qui représente un total de 71 879,13 € à verser à l'OGEC Sainte Maxellende.

Pour mémoire, l'an dernier, cette participation s'est élevée à 71 501,49 € pour 45 enfants caudrésiens en maternelle et 68 en élémentaire.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'accorder en 2024 cette participation de 71 879,13 € à l'OGEC Sainte Maxellende, étant précisé que les crédits sont prévus au budget de l'exercice en cours.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice des Affaires Juridiques et Scolaires
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

29. CONVENTION D'ADHÉSION AUX MISSIONS OPTIONNELLES PROPOSÉES AUX COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS AFFILIÉS AU CDG59 – MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL POUR UNE MISSION DE DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES - RENOUVELLEMENT

Monsieur Alain RIQUET, Adjoint au Maire, expose :

Par délibération en date du 22 décembre 2020, l'assemblée avait autorisé Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un agent du Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord (CDG59) pour une mission de Délégué à la Protection des Données (DPO).

La convention d'une durée initiale de trois ans arrive à échéance. Or, la Communauté d'Agglomération du Caudrésis-Catésis (CA2C) a décidé de poursuivre l'accompagnement de ses communes sur le volet de la mise à disposition d'un coordinateur local à la protection des données, relais des communes et de la cellule RGD du CDG59.

Il est donc nécessaire de procéder au renouvellement de la convention afin de pouvoir bénéficier de la poursuite de l'accompagnement.

Le coût de la mise à disposition du DPO reste inchangé, à savoir 50 euros de l'heure (temps et coûts de déplacements compris).

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le renouvellement de la convention entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord, la Communauté d'Agglomération du Caudrésis-Catésis et la commune de Caudry relative à la mise à disposition d'un agent du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord pour une mission de Délégué à la Protection des Données, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à la bonne exécution de cette mission, étant précisé que les crédits sont prévus au budget de l'exercice en cours.

Monsieur le Maire : Oui, très bien, merci. Messieurs, dames du public, vous savez, on est obligé de respecter un règlement européen, le RGPD Règlement Général de Protection des Données, c'est suite aux histoires qu'il y a eu, google, je crois, a vendu des données personnelles donc on

doit faire vraiment attention, on n'a pas le droit de communiquer vos données personnelles, donc il y a quelqu'un qui doit contrôler ça, mais quelqu'un qui est neutre donc on passe une convention avec le centre de gestion, le centre de gestion de la fonction publique, c'est le centre qui gère les fonctionnaires de la territoriale, et donc on passe une convention avec eux, tout simplement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice des Affaires Juridiques et Scolaires
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

30. GESTION DES CHATS ERRANTS – ANNÉE 2024 – CONVENTION AVEC LA FONDATION 30 MILLIONS D'AMIS

Madame Audrey MATON, Conseillère Municipale, expose :

Afin de maîtriser les populations de chats libres sans propriétaire présents dans la commune, la municipalité a choisi de s'engager depuis plusieurs années aux côtés de l'association caudrésienne « Les amis de Dana » et de la « fondation 30 millions d'amis » en matière de régulation et de gestion des populations de chats libres sauvages.

La fondation « 30 millions d'amis » accepte de renouveler ce partenariat pour l'année 2024 et propose la signature d'une nouvelle convention prenant en compte les frais de stérilisations et d'identification et ce, dans les mêmes conditions que celles de l'année écoulée.

En conséquence, la Ville de Caudry et la Fondation 30 Millions d'Amis participeront financièrement, chacune à hauteur de 50 % des frais de stérilisations et d'identification des montants maximum suivants :

- 80 € TTC pour une castration + puce électronique (avec marquage dans l'oreille)
- 100 € TTC pour une ovariectomie + puce électronique (avec marquage dans l'oreille)
- et exceptionnellement 120 € TTC pour une ovariohystérectomie + puce électronique (avec marquage dans l'oreille)

La contribution financière de la ville s'élève pour 2024 à 2 250 €, versés directement à la Fondation sur la base d'une estimation annuelle de 50 stérilisations.

Après réception de la participation financière municipale, l'intégralité des frais de stérilisations et d'identification seront directement réglés par la fondation « 30 millions d'Amis » aux vétérinaires.

L'association « Les amis de Dana » se charge quant à elle de la partie logistique.

Les crédits correspondants sont prévus au budget de l'exercice en cours.

Madame MATON propose au Conseil d'accepter les conditions de la Fondation « 30 Millions d'Amis » et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée.

Monsieur le Maire : Merci, Audrey, donc, il y a plusieurs années qu'on a initié cette excellente démarche, on avait une population de chats qui commençait à devenir un peu trop importante, on a demandé, on a créé une association, merci à Madame MONTAY qui fait un travail extraordinaire, on lui a demandé de créer une association, Les Amis de Dana et on a conventionné avec 30 millions d'amis et aujourd'hui, ça fait plusieurs années et ça porte ses fruits parce que je sais pas si vous le savez, mais vous pouvez regarder un peu partout, un couple de chats en cinq ans, ça fait 20 000 descendants donc vous imaginez si on n'avait pas fait ce travail. Et donc on a une population de chats qui est devenu normale.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame VANNIER, Responsable État-civil, Élections et Affaires Générales
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

31. CESSION A MONSIEUR PATRICE LEDIEU D'UN GARAGE RUE DE LA NATION - PARCELLE CADASTRÉE AT 578.

Madame Claudine PLUCHART, Conseillère Municipale, informe l'assemblée que Monsieur Patrice LEDIEU a fait part à Monsieur le Maire de son souhait d'acquérir l'un des garages de la ville, situés rue de la Nation à Caudry.

Ces garages étaient jusqu'à présent proposés à la location et notamment aux gendarmes au vue de la proximité avec leurs logements. Depuis deux ans, les demandes de locations ont diminué et quatre garages sont restés libres d'occupation pendant plusieurs mois malgré le renforcement de la communication (distribution de flyers aux habitants de la rue, site internet de la ville, panneaux « à louer » sur les garages).

Une estimation domaniale du 23 novembre 2023 détermine la valeur vénale du bien à 6 500,00 € avec une marge d'appréciation de 10 % que nous avons appliquée, soit un prix de vente à 7 150 € (cf annexe).

Madame PLUCHART demande au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire :

- à céder ce garage moyennant le prix de 7 150,00 €
- à signer tous les actes afférents à cette affaire.

Monsieur le Maire : Très bien, merci. Claudine. Pour vous, Messieurs, dames du public, il faut savoir qu'une collectivité ne peut pas vendre de bien sans qu'une estimation ait été réalisée par les services fiscaux, les services des domaines, ils viennent, ils regardent le prix de vente moyen, ils regardent le bien, son état, etc, et c'est eux qui nous disent, voilà ça vaut autant, donc là vous avez la valeur des domaines c'était 6 500 € et on vous propose de le vendre plus cher que la valeur des domaines, mais bon le propriétaire est d'accord 7 150 €.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur PLISSON, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

32. PERSONNEL COMMUNAL – CRÉATION DE POSTE

Monsieur Yves MARIN, Conseiller Municipal, expose au Conseil Municipal que pour se conformer aux décisions du Conseil Municipal en matière de recrutements d'agents de la collectivité eu égard aux besoins des services, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs et d'effectuer la création suivante :

- Création d'un poste d'Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 1ère classe à temps non complet 5H30 hebdomadaires (statutaire ou contractuel selon les dispositions en vigueur)

Monsieur MARIN propose au Conseil Municipal d'approuver la création de ce poste à compter du 1^{er} mai 2024. Le tableau des effectifs qui sera mis en application à compter du 1^{er} mai 2024 est le suivant :

	Conseil du 07/02/24 tableau des effectifs au 01/03/24	Conseil du 11/04/24 tableau des effectifs au 01/05/24
GRADES		

<i>FILIERE ADMINISTRATIVE</i>		
Directeur Général des Services	1	1
Attaché Hors Classe	2	2
Attaché Principal	2	2
Attaché	6	6
Rédacteur Principal 1ère Classe	2	2
Rédacteur Principal 2ème Classe	1	1
Rédacteur	3	3
Adjoint Administratif Principal de 1ère Classe	9	9
Adjoint Administratif Principal de 2ème Classe	12	12
Adjoint Administratif	17	17

<i>FILIERE TECHNIQUE</i>		
Ingénieur Principal	1	1
Ingénieur	2	2
Technicien Principal 1ère Classe	3	3
Technicien Principal de 2ème classe	1	1
Technicien	6	6
Agent de Maîtrise Principal	12	12
Agent de Maîtrise	9	9
Adjoint Technique Principal 1ère Classe	31	31
Adjoint Technique Principal 2ème Classe	23	23
Adjoint Technique	49	49

<i>FILIERE CULTURELLE</i>		
Attaché Principal de conservation du patrimoine	1	1
Assistant de Conservation du Patrimoine	1	1
Adjoint du Patrimoine Principal de 1ère Classe	8	8
Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème Classe	4	4
Adjoint du Patrimoine	3	3
Professeur d'enseignement artistique	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 1ère Classe		
Temps complet	3	3
Temps non complet 12H30	2	2
Temps non complet 12H00	1	1
Temps non complet 8H00	1	1
Temps non complet 7H00	1	1
Temps non complet 5h30	0	1
Temps non complet 5h15	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 2ème Classe		
Temps non complet 15H00	1	1
Temps non complet 12H30	1	1
Temps non complet 11H30	1	1
Temps non complet 9H30	1	1
Temps non complet 7H00	1	1
Temps non complet 4H00	1	1
Temps non complet 2H00	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique		
Temps non complet 10H00	1	1

<i>FILIERE MEDICO-SOCIALE</i>		
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 1ère Classe	11	11
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 2ème Classe	1	1
Agent social territorial	1	1

FILIÈRE ANIMATION		
Adjoint d'Animation Principal de 1ère classe	1	1

<i>FILIERE POLICE MUNICIPALE</i>		
Chef de service de Police Municipale Principal de 1ère classe	2	2
Chef de Service de Police Municipal Principal de 2ème classe	0	0
Brigadier-Chef Principal de Police Municipale	3	3
Gardien Brigadier de Police Municipale	2	2

FILIÈRE SPORTIVE		
Éducateur des APS Principal de 1 ^{re} classe	1	1
Éducateur des APS Principal de 2 ^e classe	0	0

TOTAL	249	250
-------	-----	-----

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets des exercices en cours.

Madame DISDIER : *S'il vous plaît Monsieur le Maire.*

Monsieur le Maire : *Oui.*

Madame DISDIER : *Qui accepte un temps non complet de 5h30 ? De 5h15 ? De 4h ? De 2H ? Je suis estomaquée de voir les contrats à des durées aussi ridicules.*

Monsieur le Maire : *On va vous expliquer, je vais couper court, c'est tout simple. Ce sont des professeurs de musique donc ils sont sur plusieurs communes, ils travaillent à temps complet, ils vont travailler 5 heures à Saint Amand les Eaux, 6 heures à Valenciennes, 8 heures à Douai, ils travaillent à temps complet.*

Madame DISDIER : *Donc le salaire, il passe en essence, en gros.*

Monsieur le Maire : *Après je sais pas...en tout cas ils acceptent.*

Madame DISDIER : *2 heures*

Monsieur le Maire ; *Oui et donc là c'est un professeur qui a été titularisé dans une autre collectivité donc il ne peut plus réaliser que 5h30. Oui, allez-y, Amélie!*

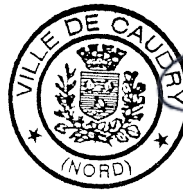
Madame GABET : *Simplement préciser que pour un assistant d'enseignement artistique, un temps plein c'est 20 heures par semaine donc 5 heures, c'est un quart. Dans cet exemple là, c'est une personne qui est sur trois ou quatre collectivités.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2024

Monsieur le Maire : L'ordre du jour est épuisé et pas que lui, donc on vous donne rendez-vous à priori en juin, si on avait des affaires urgentes, ce serait en mai. Bonne soirée à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h20.



Le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Bricout", written over a horizontal line.

Frédéric BRICOUT